



"Il ne fera bientôt aucun doute que la race humaine a échoué."

- ▶ **Pourquoi les prix du pétrole ne vont pas beaucoup rebondir ; attendez-vous plutôt à de la déflation (Gail Tverberg) p.1**
- ▶ **Même Terre-Neuve et Labrador (Harvey Mead) p.17**
- ▶ **350.org et les énergies "renouvelables" : le greenwashing de la colonisation p.20**
- ▶ **Nullipares, childfree, les personnes sans enfants (Michel Sourrouille) p.28**
- ▶ **Un projet de terminal pétrolier menace l'eau potable de Montréal, selon le DSP p.29**

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Le garrot de la Fed se resserre sur les marchés (Bill Bonner) p.33**
- ▶ **Egon Von Greyerz: Procurez-vous de l'Or avant que de la boîte de Pandore ne s'ouvre p.37**
- ▶ **« Jerome Powell de la FED continuera à relever les taux d'intérêt !! » (Charles Sannat) p.44**
- ▶ **La Fed, la BCE et les autres. Vers la mort de Goldilock. (Bruno Bertez) p.45**
- ▶ **Jerome Powell le Cruel vs Mario Draghi le gentil ? (Simone Wapler) p.48**
- ▶ **Marchés financiers : Incroyable alignement des planètes. (Charles Gave) p.51**
- ▶ **Jerome Powell n'a aucune chance de réussir à la tête de la FED p.55**



Pourquoi les prix du pétrole ne vont pas beaucoup rebondir ; attendez-vous plutôt à de la déflation

Par Gail Tverberg 6 septembre 2017

Les économistes nous ont fourni un modèle de la manière dont prix et quantités de marchandises sont censés interagir.

Malheureusement, ce modèle est cruellement insuffisant. Il fonctionne de manière très approximative, jusqu'au moment où il ne fonctionne plus. Si des produits sont disponibles en trop faible quantité, le problème est censé se résoudre par des prix plus élevés et un certain niveau de substitution. S'ils le sont en trop grande quantité, les prix sont supposés chuter, obligeant les producteurs les plus chers à sortir du système.

Ce modèle ne marche pas avec le pétrole. Si les prix baissent – comme on peut le voir depuis mi-2014 – cela ne fait pas sortir les entreprises pétrolières du système. Souvent, elles réagissent en pompant plus de pétrole. L'idée consiste à essayer de compenser les prix trop bas en augmentant le volume de pétrole qu'elles extraient. Évidemment, cela ne résout absolument pas le problème. Et bien sûr, ces entreprises se comportent ainsi parce qu'on suppose que dans un futur proche, les prix du pétrole vont repartir à la hausse. Et quand cette hausse se produira, on s'attend à ce que les entreprises pétrolières réussissent à en tirer une marge suffisante, et on espère que le système pourra continuer à fonctionner comme il l'a fait dans le passé, peut-être avec un moindre débit de pétrole extrait, mais avec un prix du pétrole plus élevé.

Je doute que cela arrive un jour. Permettez-moi d'expliquer certains des problèmes qui se posent.

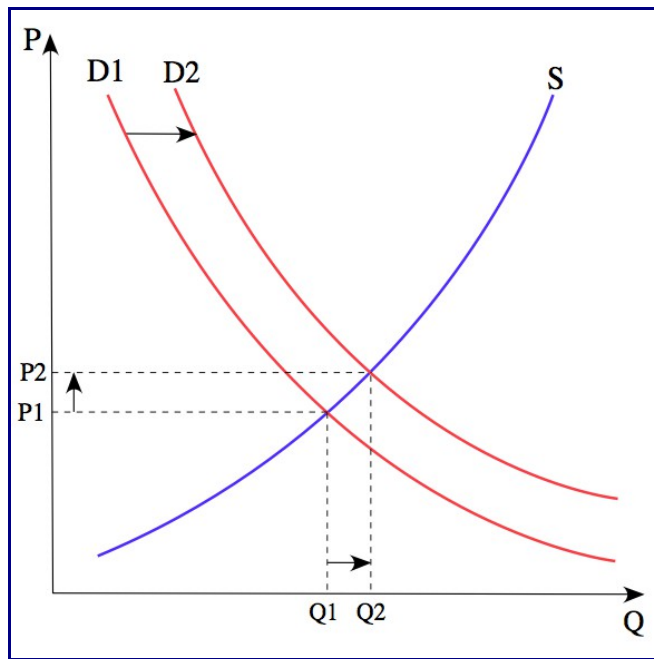


Figure 1. Tiré de Wikipédia : Le prix P d'un produit est déterminé par un équilibre entre la production pour chaque prix (offre S) et les désirs de ceux qui ont le pouvoir d'achat à chaque prix (demande D). Le diagramme montre un changement positif de la demande de $D1$ à $D2$, entraînant une augmentation du prix (P) et de la quantité vendue (Q) du produit.

[1] L'économie est un système qui, dans les faits, est beaucoup plus interconnecté que ce que fait croire le graphique de la figure 1.

Comme pour de nombreux autres produits, offre et demande de pétrole sont liées l'une à l'autre. S'il y a trop peu de pétrole, la théorie affirme que les prix du pétrole doivent augmenter, pour encourager une hausse de la production. Mais s'il y a trop peu de pétrole, certains travailleurs potentiels se retrouvent sans emploi. Par exemple, des conducteurs de camion peuvent se retrouver au chômage s'il n'y a pas assez de carburant pour faire rouler aussi leur camion. En plus, cela empêchera de livrer un certain nombre de biens à destination, entraînant une perte supplémentaire d'emplois (à la fois du côté de la production de ces biens, et du côté de leur consommation).

En fin de compte, on peut s'attendre à ce que le manque de pétrole réduise la disponibilité d'emplois bien rémunérés. Creuser dans le sol avec un bâton pour faire pousser de la nourriture est un travail qui existera toujours, avec ou sans supplément énergétique, mais ce n'est pas un travail qui paie bien !

Concrètement, le manque de pétrole a donc deux effets contraires :

- a. Il pousse les prix à la hausse, du fait de la pénurie de pétrole et des produits souhaités qu'il permet de produire.
- b. Il pousse les prix à la baisse, du fait d'une pénurie d'emplois correctement rémunérés et d'une baisse de la « demande » (en fait, des prix abordables) que ces emplois génèrent.

[2] Il existe d'autres manières de constater ces deux effets contraires sur les prix :

- a. Les prix doivent être assez élevés pour les producteurs de pétrole, faute de quoi ils finiront par arrêter d'extraire et de raffiner du pétrole ;
- b. Les prix ne doivent pas être trop élevés pour les consommateurs, faute de quoi ils arrêteront d'acheter des produits fabriqués avec du pétrole.

Quand on y pense, les prix des matières premières, comme la nourriture ou les carburants, ne peuvent pas trop augmenter par rapport au salaire des travailleurs ordinaires (aussi appelés « travailleurs peu qualifiés »), faute de quoi tout le système s'arrête. Par exemple, si, à un moment donné, les travailleurs peu qualifiés dépensent la moitié de leur revenu pour acheter leur nourriture, le prix de la nourriture ne pourra pas se retrouver multiplié par deux. Si cela arrive, ces travailleurs n'auront plus d'argent pour se loger, se vêtir ou payer des impôts.

[3] L'effet à la hausse sur les prix du pétrole a trois causes qui se combinent.

- a. **Une hausse du coût de production**, car on a tendance à extraire d'abord le pétrole le moins cher à produire, et à laisser pour plus tard le pétrole plus coûteux à extraire. (Ce schéma se vérifie aussi pour d'autres types de ressources.)
- b. Si les travailleurs deviennent plus productifs, cette productivité croissante des travailleurs se traduit souvent par des **hausse de salaire des travailleurs**. Grâce à ces salaires plus élevés, les travailleurs peuvent se permettre d'acheter plus de produits fabriqués avec du pétrole et qui consomment du pétrole pour être utilisés. Ainsi, ces salaires plus élevés conduisent à une « demande » plus élevée (en fait, à des prix plus abordables) du pétrole.

Depuis quelques années, [la productivité des travailleurs n'augmente plus](#). L'une des raisons qui explique que ce ne soit pas une surprise, c'est que la consommation d'énergie par personne a atteint un maximum en 2013. Avec une moindre consommation d'énergie par personne, il est probable qu'en moyenne, les travailleurs ne bénéficient plus « d'outils » plus gros et plus efficaces (comme des camions, des pelles mécaniques et toutes sortes d'autres machines) grâce auxquels ils démultiplient leur travail. Tous ces outils exigent de consommer des produits énergétiques, aussi bien pour être fabriqués que pour être utilisés.

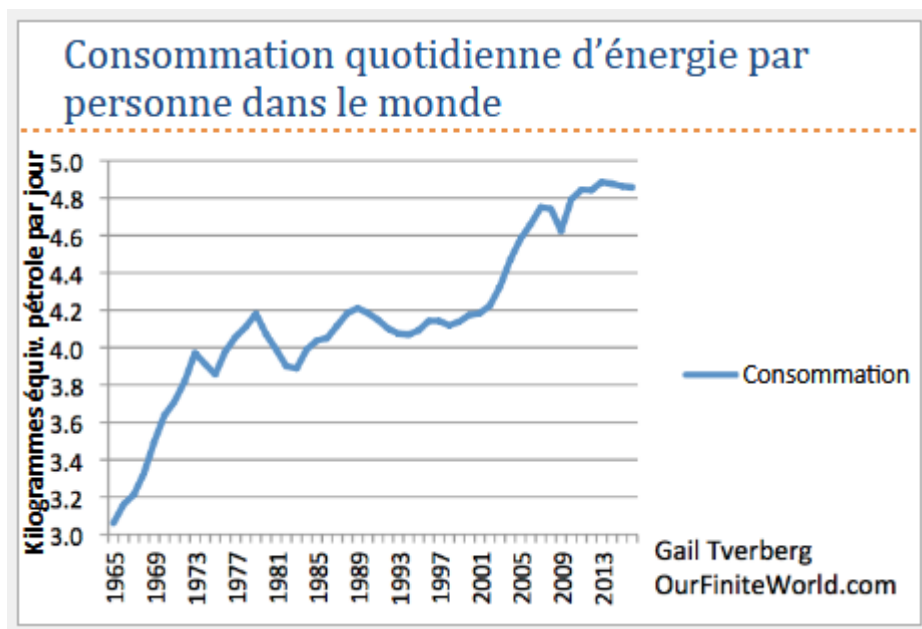


Figure 2. Consommation mondiale quotidienne d'énergie par habitant, d'après des données de consommation d'énergie primaire issues du BP Statistical Review of World Energy et d'estimations démographiques des Nations Unies de 2017.

- Un autre effet à la hausse sur la demande provient de la hausse des investissements.** Cet investissement peut reposer sur l'endettement ou sur les fonds propres. Ce sont ces actifs financiers qui permettent d'ouvrir de nouvelles mines et de construire de nouvelles usines. Cela permet ainsi de faire croître le salaire des travailleurs peu qualifiés. Le McKinsey Global Institute indique que la croissance du total des « actifs financiers » a [ralenti depuis 2007](#).

Global financial assets have grown to \$225 trillion, but growth has slowed since 2007.

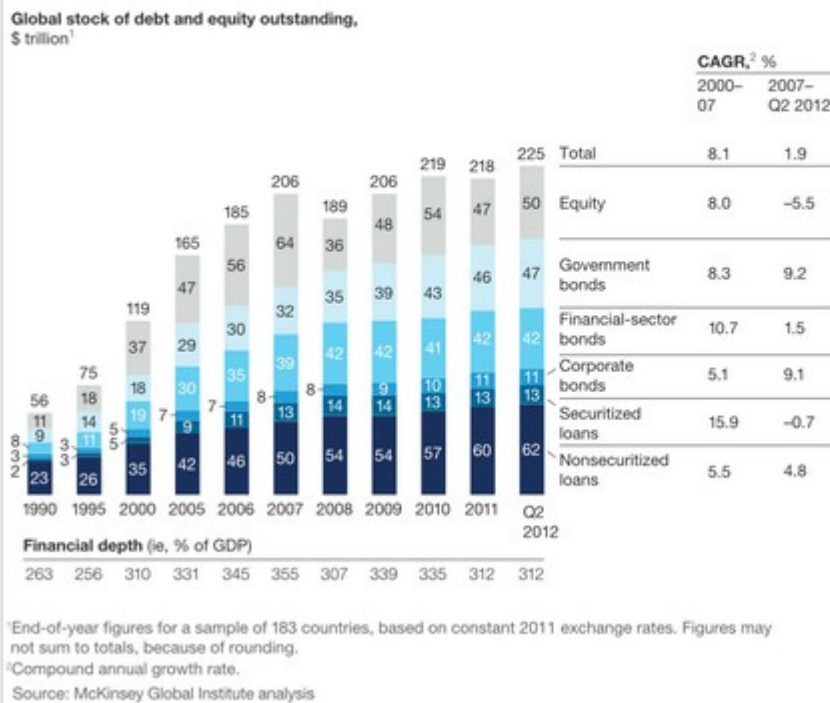


Figure 3. Figure du McKinsey Global Institute montrant que la croissance de l'endettement dans les instruments financiers (dette et capitaux propres) a considérablement ralenti depuis 2007. (Source).

Des données plus récentes publiées par le McKinsey Global Institute montrent que l'investissement transfrontalier, en particulier, a ralenti depuis 2007.

C.

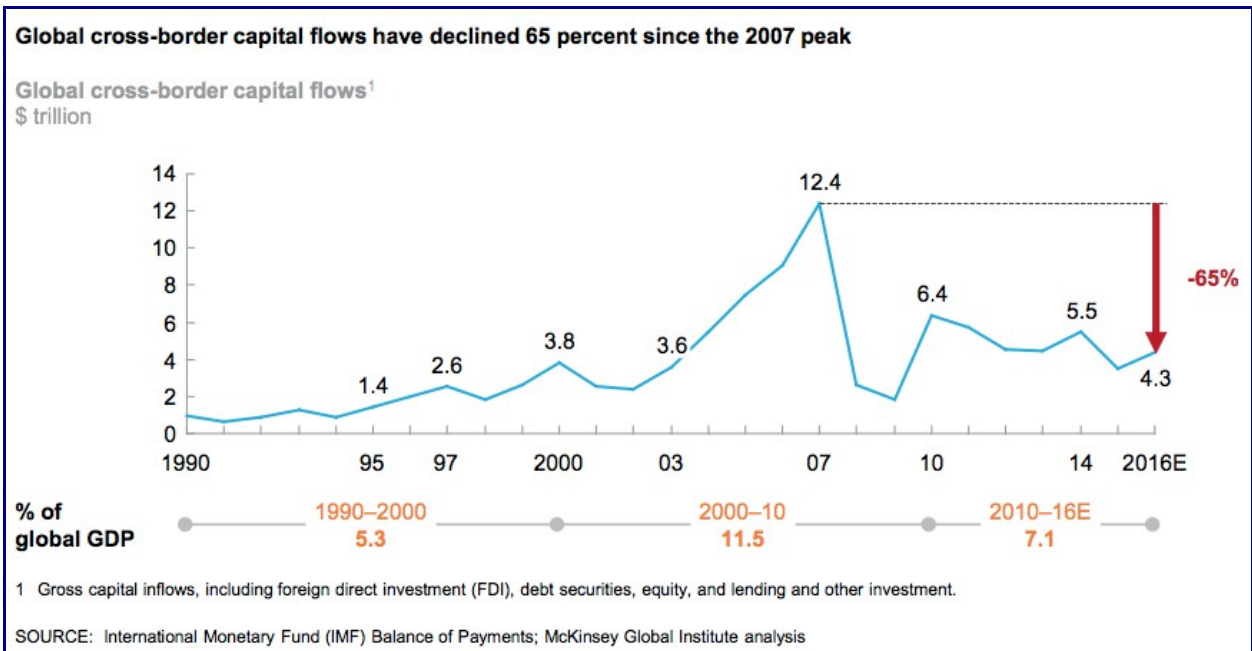


Figure 4. Figure du McKinsey Global Institute montrant que les flux de capitaux transfrontaliers à travers le monde (dette combinée et capitaux propres) ont diminué de 65% depuis le maximum atteint en 2007. La figure provient de [cette page](#).

L'investissement transfrontalier est particulièrement utile pour stimuler les exportations, car il permet souvent de mettre en place de nouvelles infrastructures qui encouragent l'extraction de minerais. Certains de ces minerais ne sont disponibles que sur quelques sites à travers le monde ; ils sont alors souvent commercialisés à l'échelle internationale.

[4] L'effet à la baisse sur les prix du pétrole et des autres matières premières a plusieurs causes.

- a. Les exportations de pétrole sont souvent indispensables aux pays qui l'extraient, du fait des recettes fiscales et des emplois que cela génère. Le coût réel de l'extraction peut être assez faible, rendant l'extraction possible même à des prix très bas. Parce que ces pays ont besoin de ces recettes fiscales et de ces emplois, les États vont souvent encourager leur propre production quel que soit le niveau de prix, pour pouvoir conserver leur place au sein du marché mondial des exportations, jusqu'à ce que les prix augmentent à nouveau.
- b. Tout le monde « sait » qu'on aura besoin de pétrole et d'autres matières premières dans les années à venir. De ce fait, stopper totalement la production ne sert à rien. En fait, il y a de bonnes chances que le coût de la production continue d'augmenter, ce qui poussera les prix des matières premières à la hausse. Cette croyance encourage les entreprises à rester sur le marché quoi qu'indiquent les données économiques.
- c. Développer de nouvelles capacités d'extraction prend beaucoup de temps. Les décisions prises aujourd'hui peuvent affecter l'extraction réalisée dans dix ans. Personne ne sait quel sera le prix du pétrole lorsque la nouvelle production sera opérationnelle. Dans le même temps, de nouvelles capacités de production deviennent opérationnelles aujourd'hui, qui ont été construites d'après des analyses réalisées à l'époque où les prix étaient beaucoup plus élevés qu'aujourd'hui. De plus, une fois que l'on a payé tous les coûts de développement, se retirer de l'investissement n'a aucun intérêt.
- d. Les capacités de stockage sont limitées. Les quantités produites doivent s'équilibrer *de manière précise* avec les besoins d'approvisionnement. La moindre offre excédentaire a tendance à faire plonger les prix.
- e. Le prix dont a besoin le producteur varie de manière considérable selon l'origine géographique du pétrole extrait et ce que le producteur inclut dans son calcul. Les coûts sont beaucoup plus faibles si l'on exclut du calcul les investissements réalisés à date, ou les impôts payés aux États, ou les investissements qu'il faut faire pour lutter contre la pollution. Souvent, justifier le fait que l'on accepte un prix bas est facile, parce qu'en général, le coût permet d'expliquer que l'on accepte un prix aussi bas.
- f. Avec le temps, le producteur fait des gains d'efficacité, mais mesurer leur effet véritable sur la production est difficile. Ces « gains d'efficacité » permettent-ils d'augmenter un peu la production, ou d'augmenter la quantité de pétrole qui pourra *in fine* être extraite ? De plus, les coupes sur les coûts que font les fournisseurs ont tendance à ressembler à des gains d'efficacité. En fait, ces réductions de coût peuvent tout simplement correspondre à des baisses temporaires de prix qui ne font que révéler le souhait des

fournisseurs de conserver leur part de marché à un moment où les prix sont trop bas pour tout le monde.

- g. Dans le monde, chaque économie veut croître, littéralement. Si toutes essaient de croître en même temps alors que le marché est déjà saturé (compte tenu du pouvoir d'achat des travailleurs peu qualifiés), il est très probable que cela finisse par faire plonger les prix.

[5] Si l'on regarde ce qui se passe partout à travers le monde, on constate que les prix de nombreux matières premières, y compris du pétrole, ont chuté ces dernières années.

Les figures 3 et 4 montrent que les dépenses d'investissement ont atteint un pic en 2007. Les prix du pétrole ont atteint un pic peu de temps après, au premier semestre de 2008.

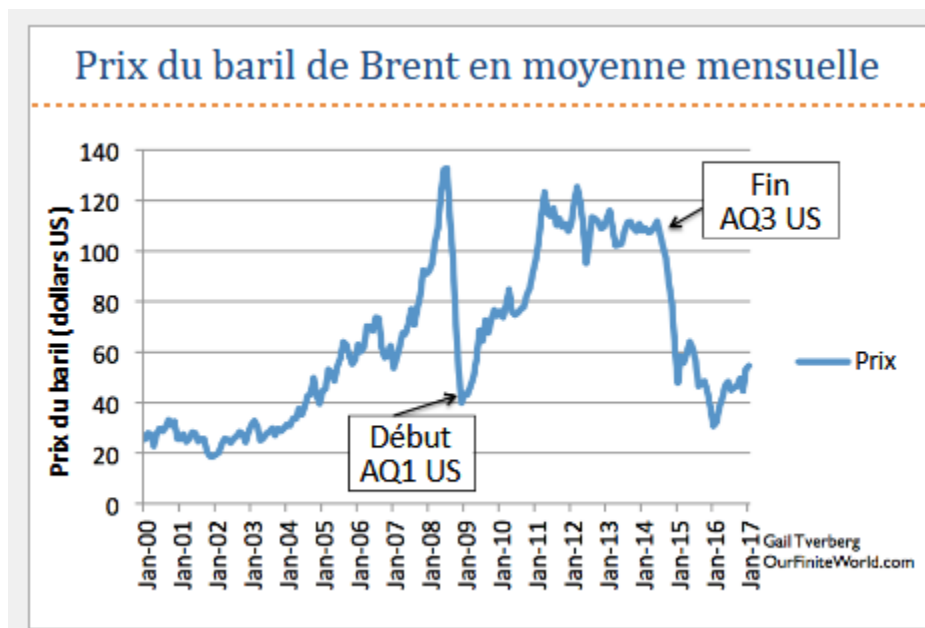


Figure 5. Prix mensuels du pétrole de Brent avec les dates de début et de fin de la politique d'assouplissement quantitatif (AQ, pour *Quantitative Easing*) des États-Unis.

L'assouplissement quantitatif (ou *Quantitative Easing*) est un moyen d'encourager l'investissement par des taux d'intérêt artificiellement bas. La politique d'assouplissement quantitatif des États-Unis a démarré juste au moment les prix du pétrole étaient les plus bas. On peut constater dans les figures 3 et 4 ci-dessus que le grand pic de prix de 2008 et la chute des prix qui a suivi correspondent à peu près aux moments de hausse et de baisse des investissements.

Si l'on regarde les matières premières autres que le pétrole, on constate souvent une baisse importante des prix au cours de ces dernières années, même si la durée de cette forte baisse est variable d'une matière première à l'autre. Aux États-Unis, les prix du gaz naturel se sont effondrés dès que le gaz issu de la fracturation hydraulique est devenu disponible, et qu'a commencé un problème de surproduction de gaz.

Je m'attends à ce qu'au moins une partie du problème de prix bas du gaz provienne également des prix subventionnés des énergies éoliennes et solaires. Ces subventions entraînent des [prix artificiellement bas pour l'électricité de gros](#). Dans la mesure où, aux États-Unis, la production d'électricité est un débouché majeur du gaz naturel, les bas prix de gros de l'électricité ont

indirectement tendance à faire baisser les prix du gaz naturel.

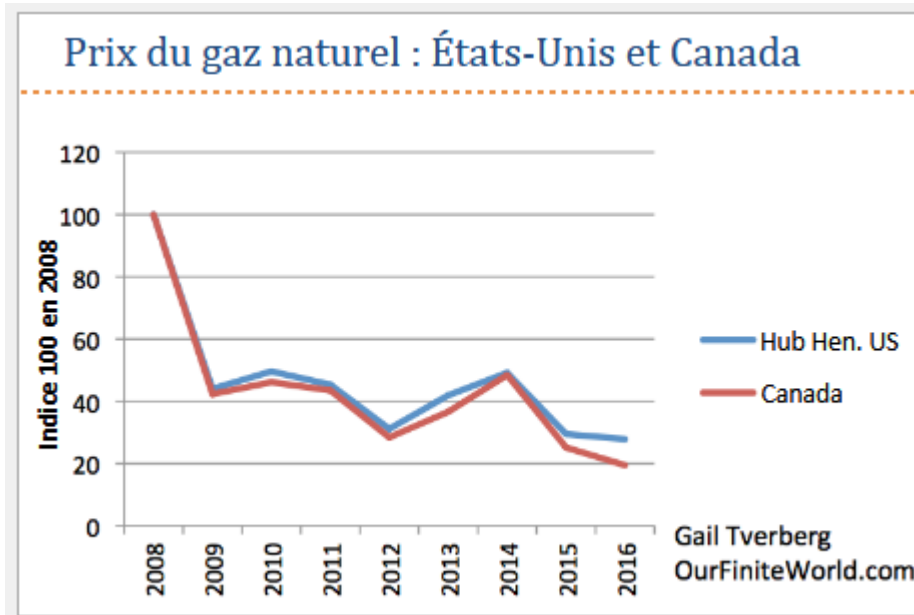


Figure 6. Prix du gaz naturel aux États-Unis et au Canada, indexés sur les prix de 2008, d'après les données annuelles de prix fournies dans le BP Statistical Review of World Energy 2017.

Beaucoup de gens imaginent possible d'avoir recours à la fracturation hydraulique pour un coût si faible qu'il est logique d'observer le type de baisse de prix que montre la figure 6. En fait, les bas prix du gaz naturel constatés aux États-Unis sont l'une des raisons qui ont poussé les entreprises pétrolières et gazières d'Amérique du nord [à la faillite](#).

Pendant un certain temps, il a semblé que les prix élevés du gaz naturel en Europe et en Asie pourraient permettre aux États-Unis d'exporter une partie de leur gaz naturel sous forme de gaz naturel liquéfié et, ainsi, de mettre fin à leur problème d'offre excessive. Malheureusement, les prix du gaz naturel à l'étranger ont baissé depuis 2013, rendant la rentabilité de ces exportations hypothétique (figure 7).

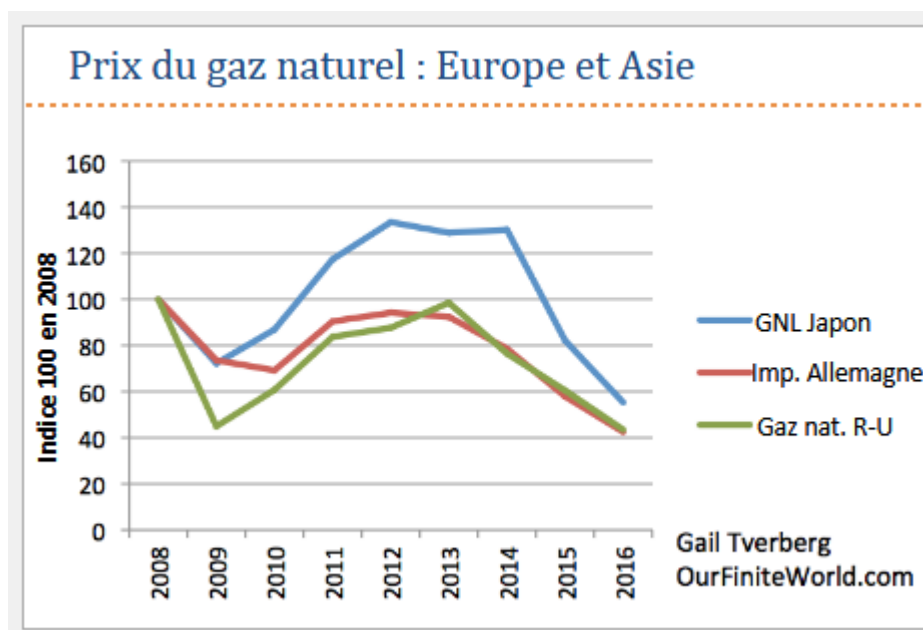


Figure 7. Prix des importations de gaz naturel en Europe et en Asie, indexés sur les prix de 2008, d'après les prix moyens annuels fournis par le BP Statistical Review of World Energy 2017.

Les prix du charbon ont suivi une pente descendante d'une autre forme depuis 2008. Notez que les prix de 2016 se situent entre 32% et 59% des prix de 2008. Ils sont encore plus bas qu'en 2011.

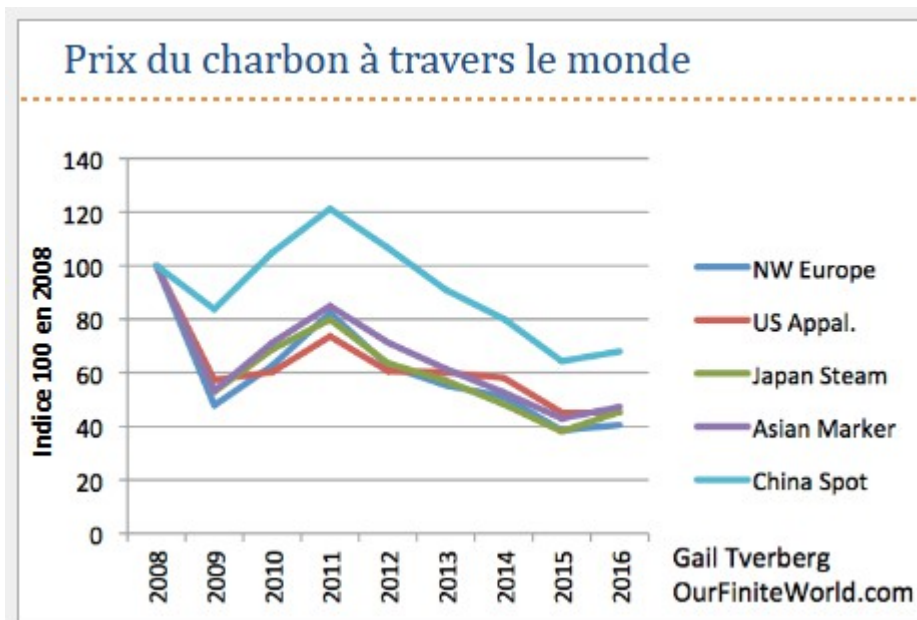


Figure 8. Prix de plusieurs types de charbon, indexés sur les prix de 2008, d'après les prix moyens annuels fournis par le BP Statistical Review of World Energy 2017.

La figure 9 montre les évolutions des prix de plusieurs métaux et minerais. Ces prix semblent également être orientés à la baisse. Je n'ai pas trouvé d'indice de prix pour les minerais de terres rares qui remonte à 2008. Les données récentes suggèrent que les prix de ces minerais ont également baissé.

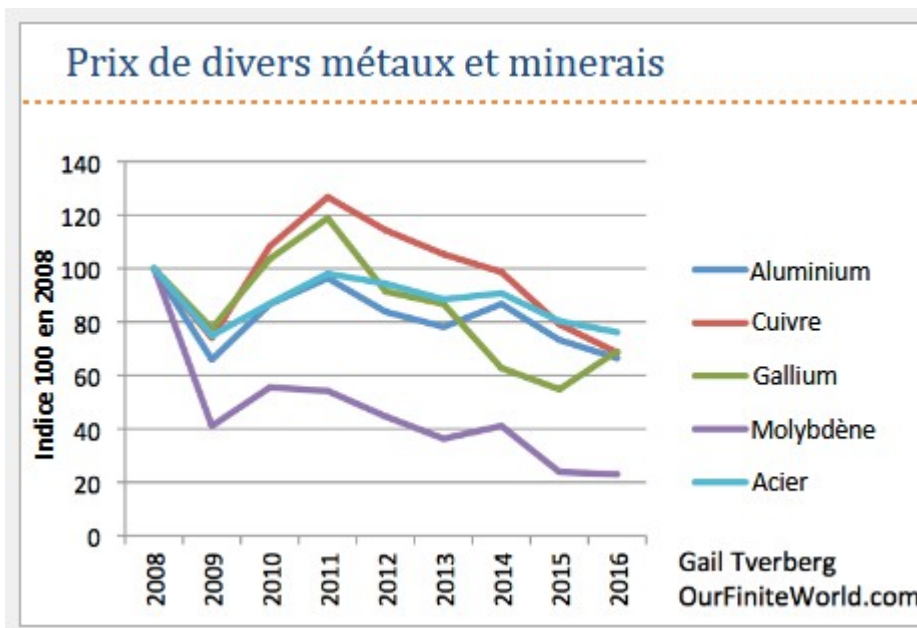


Figure 9. Prix de divers métaux et minerais, indexés en 2008, d'après des analyses de l'USGS (Source).

La figure 9 montre que les prix de plusieurs métaux importants ont baissé de 24% à 35% depuis 2008. La baisse est encore plus grande si l'on prend comme référence les prix de 2011.

Les prix mondiaux des matières premières alimentaires ont eux aussi baissé depuis 2008.

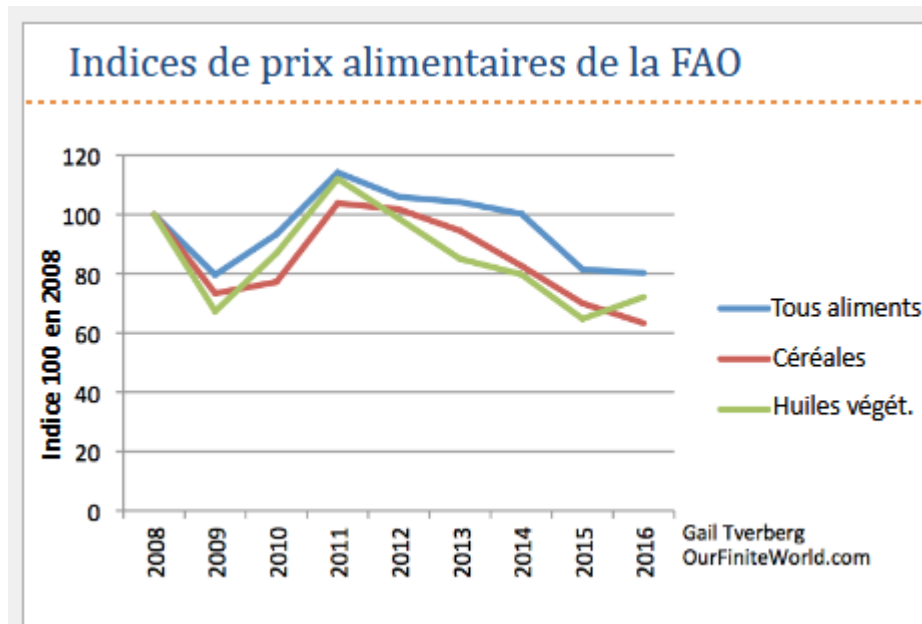


Figure 10. Les prix des denrées alimentaires, indexés sur les prix de 2008, d'après des données de la FAO.

Dans le point [4] ci-dessus, j'ai listé plusieurs facteurs qui avaient tendance à faire baisser les prix du pétrole. On peut s'attendre à ce que les mêmes problèmes produisent les mêmes effets sur ces autres matières premières, à savoir réduire aussi leur prix. En outre, extraire des minerais, produire des métaux ou de la nourriture exige d'utiliser des produits énergétiques. Une baisse du prix des produits énergétiques aurait donc tendance à se traduire par un moindre prix d'extraction des minerais et de moindres coûts de production et de commercialisation des produits agricoles.

Un cas étonnant de baisse des prix est celui des prix d'enchères pour l'électricité produite par les éoliennes terrestres. J'ai reproduit ci-dessous un tableau de Roger Andrews, publié [dans un article récent du blog Energy Matters](#). Le coût de fabrication des éoliennes ne semble pas baisser de manière spectaculaire, au-delà de la baisse des prix des matières premières utilisées pour fabriquer les turbines. Pourtant, les **prix d'enchères** semblent baisser de 20% par an, voire plus.

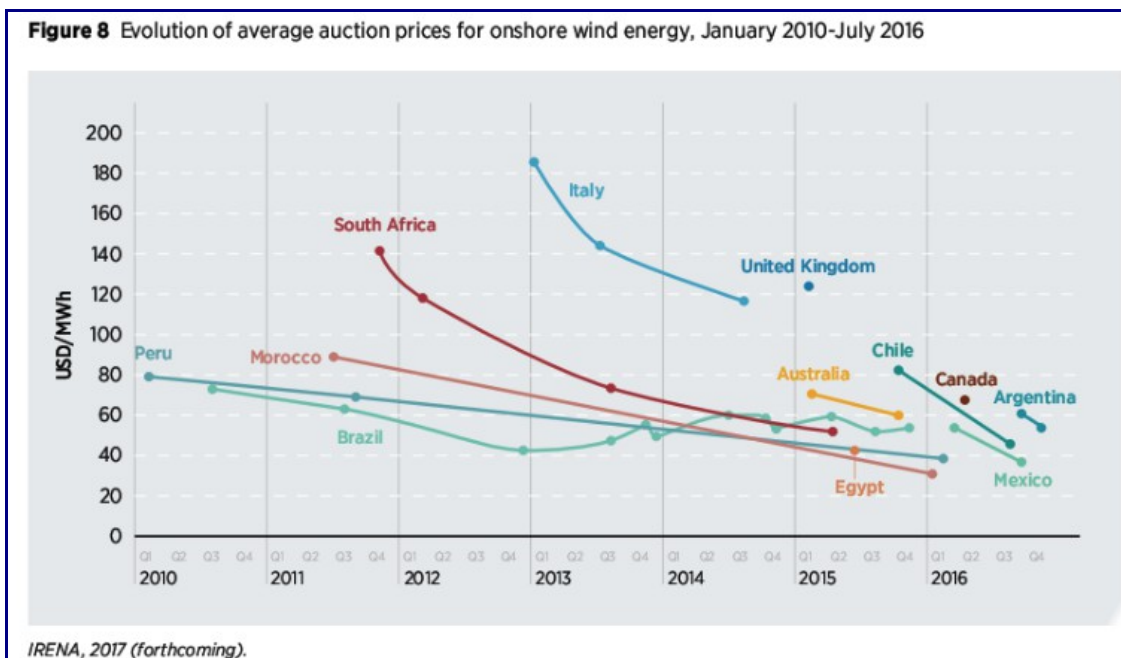


Figure 11. Figure de Roger Andrews, montrant la tendance des prix d'enchères pour l'électricité des éoliennes terrestres, publiée sur [Energy Matters](#).

Ainsi, l'électricité éolienne achetée par enchères semble succomber aux mêmes forces déflationnistes de marché que le pétrole, le gaz naturel, le charbon, de nombreux métaux et les produits alimentaires.

[6] Il est très difficile d'imaginer comment les prix du pétrole pourraient grimper de manière significative sans que les prix de nombreuses autres matières premières grimpent eux aussi.

Ce qui semble se produire, c'est un décalage fondamental entre (a) la quantité de biens et de services que les pays veulent vendre, et (b) la quantité de biens et de services que les consommateurs, en particulier peu qualifiés, peuvent réellement se permettre d'acheter. D'une manière ou d'une autre, il va falloir résoudre ce déséquilibre entre offre et demande (= accessibilité financière).

L'une des manières d'augmenter la demande est d'augmenter la productivité. Comme on l'a vu précédemment, nous n'avons pas connu une telle hausse de la croissance de la productivité depuis plusieurs années. Compte tenu de la baisse de la quantité d'énergie par personne que montre la figure 2, une hausse de la productivité dans un proche avenir semble peu probable, car adopter des technologies plus avancées exige de consommer de l'énergie.

Une seconde façon d'augmenter la demande est d'augmenter les salaires, au-delà de ce qu'indiquerait la croissance de la productivité. Avec la mondialisation, la tendance suivie a été celle d'une baisse et d'une variabilité accrue des salaires, en particulier pour les travailleurs les moins diplômés. C'est exactement le contraire de ce dont nous aurions besoin, si l'on veut que la demande de biens et services augmente assez pour éviter une déflation des prix des matières premières. Ces travailleurs peu qualifiés sont très nombreux. Si leurs salaires sont bas, cela a tendance à réduire la demande de logements, de voitures, de motos, de scooters, et de nombre

d'autres biens dont les ventes dépendent des salaires des travailleurs à travers le monde. C'est la fabrication et l'utilisation de tous ces produits qui conditionnent la demande de matières premières.

Une troisième manière d'augmenter la demande est d'augmenter l'investissement. Cela peut finir par se répercuter sur les salaires les plus élevés. Mais ce n'est pas non plus ce qui se passe. En fait, les figures 3 et 4 montrent que la dernière hausse importante des investissements date de 2007. De plus, le pourcentage de dette supplémentaire qui est nécessaire pour augmenter le PIB d'un point de pourcentage a considérablement augmenté au cours des dernières années, aux États-Unis et en Chine, ce qui rend une telle approche de croissance économique toujours moins efficace avec le temps. Les débats récents semblent aller dans la direction d'une stabilisation ou d'une baisse des niveaux d'endettement, plutôt que de leur accroissement. Une telle évolution aurait tendance à réduire les nouveaux investissements, et non à les accroître.

[7] Dans de nombreux pays, la baisse des recettes d'exportation affecte de manière négative la demande de biens et services importés.

Il n'est guère surprenant que la baisse des prix du pétrole ait fait chuter les recettes d'exportation de l'Arabie saoudite.

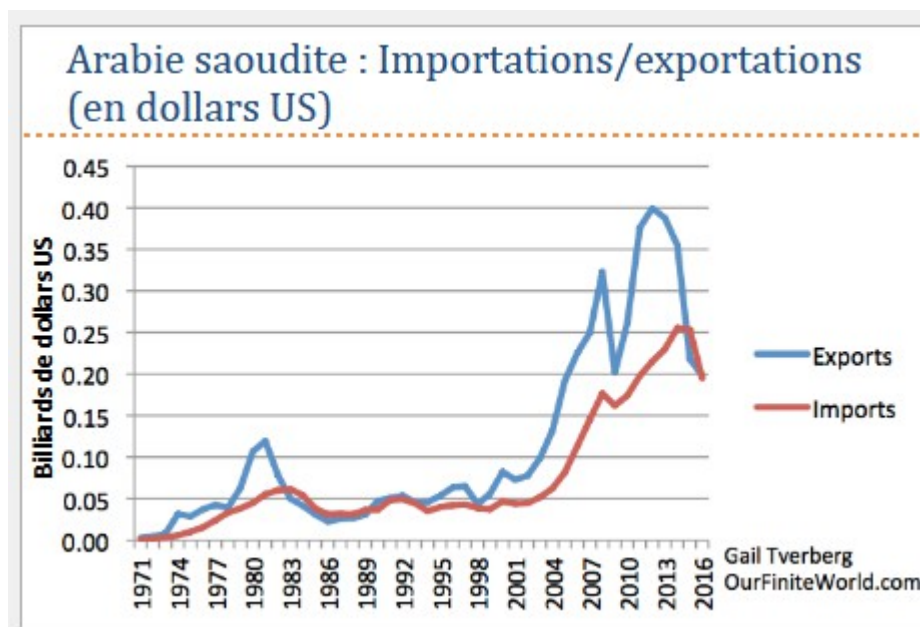


Figure 12. Exportations et importations de biens et services par l'Arabie saoudite, d'après des données de la Banque mondiale.

En raison de la baisse de ses exportations, l'Arabie saoudite achète à présent moins de biens et de services importés. Et l'on s'attendrait à ce que d'autres pays exportateurs de pétrole réduisent eux aussi leurs achats de biens et de services importés. (Des exportations en dollars US courants signifient que les exportations ont été quantifiées année après année en dollars US de l'année, sans aucun ajustement de l'inflation).

De manière un peu plus surprenante, les exportations et les importations de la Chine baissent elles aussi quand on les mesure en dollars US. La figure 13 montre que, en dollars US, les exportations chinoises de biens et de services ont baissé en 2015 et en 2016, tout comme les

importations chinoises.

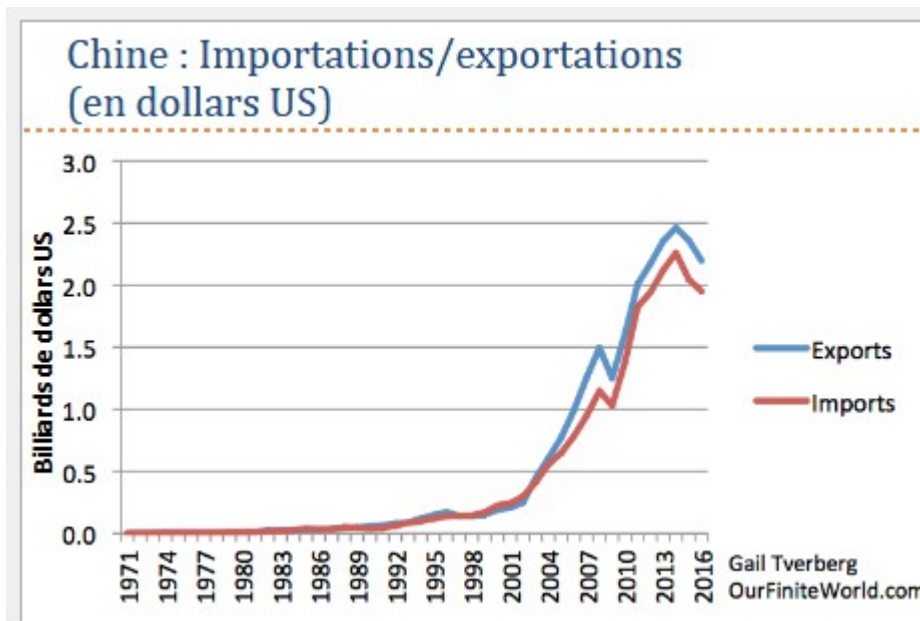


Figure 13. Exportations et importations chinoises de biens et de services en dollars US courants, d'après des données de la Banque mondiale.

De manière similaire, les exportations et les importations de l'Inde ont également baissé. En fait, les importations de l'Inde ont encore plus baissé que ses exportations, et depuis plus longtemps – depuis 2012.

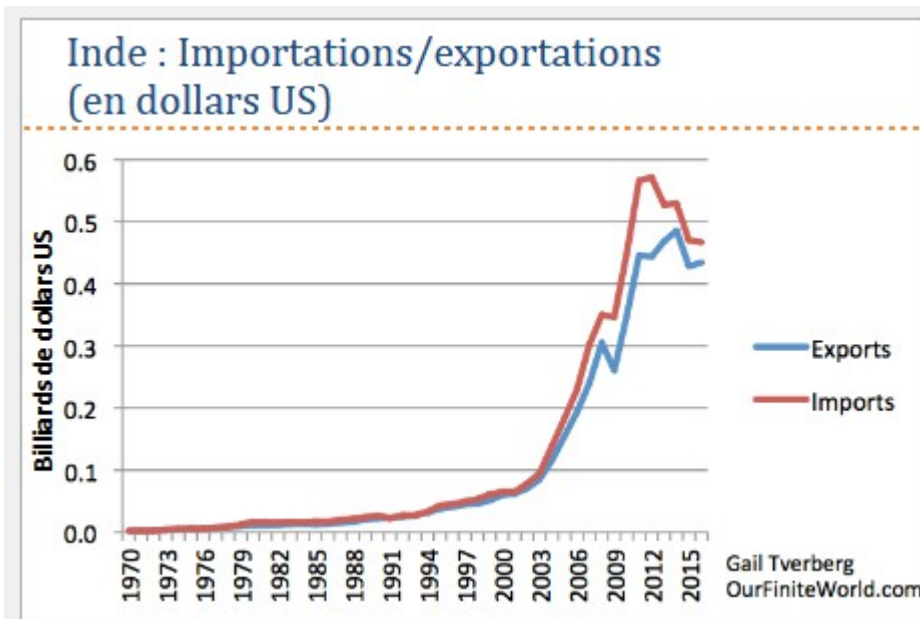


Figure 14. Exportations et importations de biens et de services de l'Inde en dollars courants, d'après des données de la Banque mondiale.

Les importations de biens et services des États-Unis ont également chuté en 2015 et en 2016. Les États-Unis sont à la fois exportateurs de matières premières (en particulier de produits alimentaires et de produits pétroliers raffinés) et importateurs de pétrole brut. Cette baisse des importations n'est donc pas surprenante.

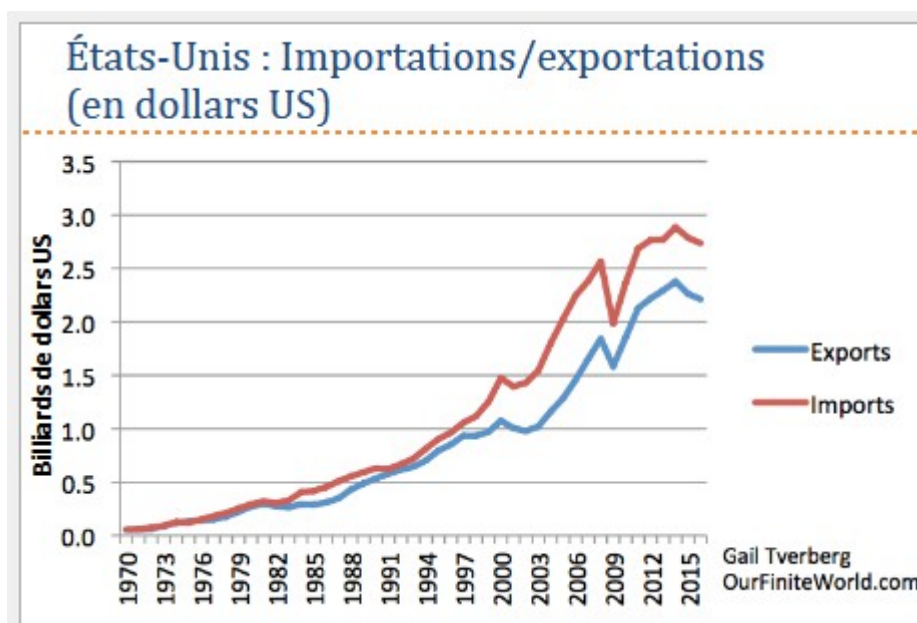


Figure 15. Exportations et importations américaines de biens et services en dollars US, d'après des données de la Banque mondiale.

En fait, à l'échelle mondiale, exportations et importations de biens et services, exprimées en dollars US, ont toutes baissé en 2015 et en 2016.

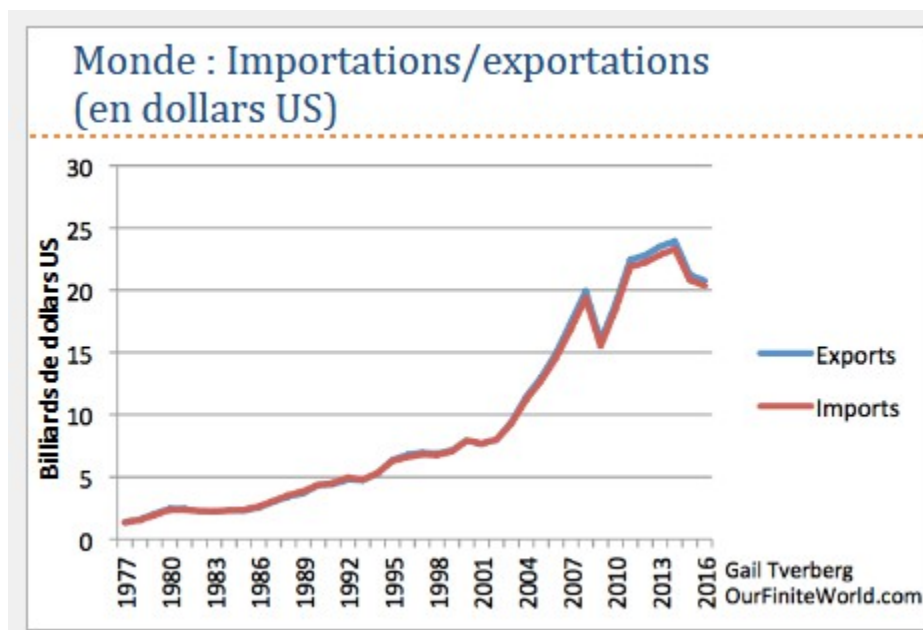


Figure 16. Exportations et importations mondiales, en dollars US courants, d'après des données de la Banque mondiale.

[8] Une fois que les revenus d'exportation (et d'importation) ont baissé, augmenter à nouveau les prix devient de plus en plus difficile.

Si un pays n'arrive plus à vendre ses propres exportations en grande quantité, il lui devient très difficile d'acheter ce qu'exporte tout autre pays en quantité significative. En soi, ce phénomène a tendance à maintenir les prix des matières premières, y compris du pétrole, à un faible niveau.

De plus, rembourser sa dette lui est de plus en plus difficile, en particulier lorsque celle-ci est libellée dans une monnaie qui s'est appréciée. Cela signifie que *s'endetter encore plus* devient de moins en moins faisable. Les nouveaux investissements deviennent donc de plus en plus difficiles à financer, ce qui a tendance à maintenir les prix à la baisse. En fait, cela a même tendance à faire baisser les prix, car maintenir le même niveau des prix exige de nouveaux investissements.

[9] Les leaders mondiaux de la finance au sein des pays développés ne comprennent pas ce qui se passe, car ils ont fait une croix sur les matières premières en les classant comme « sans importance » et « quelque chose que gèrent les pays moins développés ».

Aux États-Unis, peu de consommateurs s'inquiètent du prix du maïs. Ils s'intéressent plutôt au prix d'une boîte de flocons de maïs, ou au prix des tortillas de maïs au restaurant.

Les États-Unis, l'Europe et le Japon se sont spécialisés dans des biens et des services à forte « valeur ajoutée ». Par exemple, dans le cas d'une boîte de flocons de maïs, les industriels entrent dans de nombreuses étapes de fabrication, comme : (a) produire des flocons de maïs à partir d'épis de maïs, (b) mettre les flocons de maïs dans des boîtes attrayantes, (c) livrer ces boîtes dans les rayons des magasins, et (d) faire la publicité de ces flocons de maïs auprès des consommateurs potentiels. De manière générale, ces coûts ne baissent pas avec la baisse des prix des matières premières. [Comme le disait un article de 2009 aux États-Unis](#) : « Avec le prix du maïs record de sept dollars atteint cet été, le coût du maïs contenu dans une boîte de 500 grammes de corn flakes n'était que de 14 centimes ».

En raison du faible rôle que semblent jouer les prix des matières premières dans la production de biens et services des pays développés, il est facile pour les dirigeants de la finance de négliger les signaux que donnent les prix des matières premières. (Les données sont bien disponibles à ce niveau de détail ; la question est de savoir jusqu'à quel point les décideurs les étudient de près.)

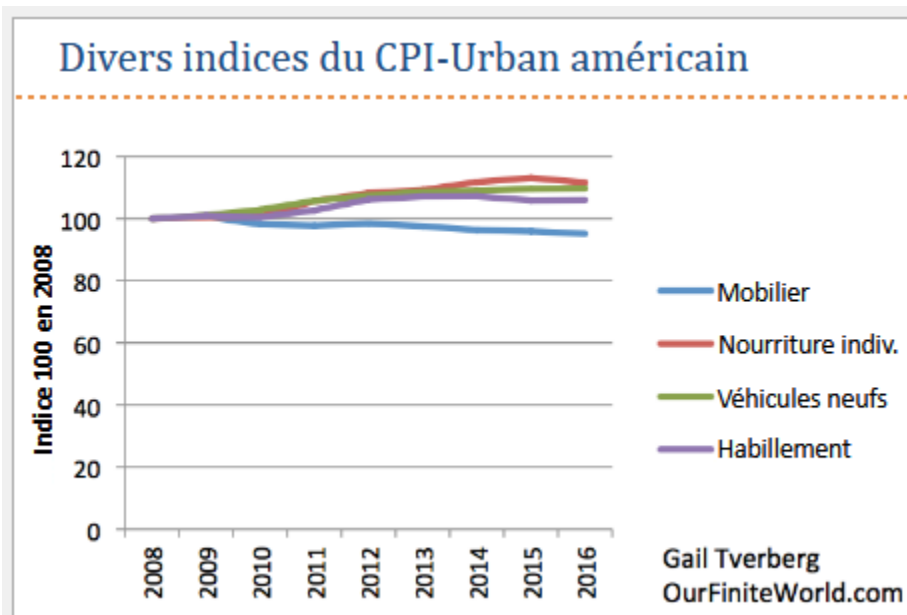


Figure 17. Divers indices du CPI-Urbain américain, montrés comme dans les figures 7 à 11. Autrement dit, les valeurs des indices pour les périodes ultérieures sont comparées à la valeur

moyenne des indices pour 2008. Les statistiques de CPI proviennent du Bureau des statistiques du travail des États-Unis.

La figure 17 montre certaines composantes de l'indice des prix à la consommation (IPC) de manière similaire aux tendances des prix des matières premières que montrent les figures 7 à 11. J'ai choisi la catégorie « Mobilier » parce qu'elle inclut des meubles, et parce que je sais que les prix des meubles ont baissé à cause de la [consommation croissante de meubles importés de Chine à bas prix](#). Cette catégorie montre une légère baisse des prix. Les autres catégories montrent toutes de légères hausses avec le temps. Si les prix des matières premières n'avaient pas baissé, les prix des autres catégories auraient très probablement augmenté bien plus que ce que l'on a observé sur la période considérée.

[10] Conclusion. On se raconte probablement des histoires si l'on croit que les prix du pétrole peuvent durablement et fortement grimper à l'avenir.

Il est tout à fait possible que, pour une courte période, les prix du pétrole remontent jusqu'à 80, voire 100 dollars le baril. Mais s'ils augmentent très fortement et se maintiennent très longtemps à un niveau élevé, cela aura des effets néfastes sur d'autres secteurs de l'économie. Il ne faut pas s'attendre à ce que les salaires augmentent en même temps. Une hausse des prix du pétrole entraînera donc probablement une baisse des achats de produits discrétionnaires comme des repas au restaurant, des contributions à des associations de bienfaisance et des voyages de vacances. A son tour, il faut s'attendre à ce que ces coupes dans les dépenses entraînent des licenciements dans divers secteurs économiques. Les travailleurs licenciés ont probablement du mal à rembourser leurs prêts. De ce fait, l'économie risque fort de retourner en récession.

Comme on l'a vu plus haut, ce ne sont pas seulement les prix du pétrole qui ont besoin d'augmenter : de nombreux autres prix doivent aussi augmenter. Un changement d'une telle ampleur est quasiment impossible sans l'économie ne « crashe ».

Les économistes ont construit une vision simplifiée de la manière dont ils imaginent que l'offre et la demande fonctionnent. Ce modèle simple semble marcher, du moins raisonnablement bien, tant que l'on est loin des limites. Ce dont les économistes ne se sont pas rendu compte, c'est que les limites auxquelles nous sommes confrontés sont réellement des limites au caractère abordable des biens et services, et que rendre les produits plus accessibles dépend de la croissance de la productivité. À son tour, la croissance de la productivité dépend d'une quantité croissante d'approvisionnements énergétiques peu coûteux à produire. Le terme de « demande » et le modèle de l'offre et de la demande à deux dimensions cachent tous ces problèmes.

La question des limites, dans son ensemble, a été comprise de travers. Les tenants du pic pétrolier ont supposé que l'on arrivait à « épuisement » d'un produit énergétique essentiel. En combinant ce point de vue avec la vision des économistes de l'offre et de la demande, la conclusion a été : « Bien sûr, les prix du pétrole vont augmenter, afin de résoudre la situation ».

Peu d'entre eux se sont interrompus pour se rendre compte qu'il y avait une autre manière de voir les choses. Ce qui chute, ce sont les ressources dont les gens ont besoin pour pouvoir avoir un emploi bien payé. Quand c'est le cas, il faut s'attendre à ce que les prix baissent au lieu de monter, parce que les travailleurs sont de plus en plus dans l'incapacité de s'acheter ce que

produit l'économie.

Si l'on se retourne pour regarder ce qui s'est passé dans le passé, on constate à de nombreuses reprises, les économies se sont effondrées. En fait, c'est probablement ce à quoi il faudrait nous attendre à mesure que l'on se rapproche des limites, au lieu de s'attendre à des prix élevés du pétrole. Si un effondrement devrait se produire, nous devrions nous attendre à des défauts de dette généralisés et à des problèmes majeurs au sein du système financier. Les États risquent alors de rencontrer des difficultés à percevoir assez d'impôts pour financer les services publics, et risquent de finir par faire faillite. Systématiquement, dans l'histoire, les travailleurs peu qualifiés s'en sont assez mal sortis en cas d'effondrement. Avec de faibles salaires et de lourds impôts, ils ont souvent fini par succomber à des épidémies. Et actuellement, nous subissons une véritable épidémie : une épidémie d'opioïdes.

Même Terre-Neuve et Labrador

Publié par Harvey Mead le 27 Fév 2018

Pendant les années du gouvernement Harper, l'économie canadienne roulait sur l'exploitation des ressources énergétiques non renouvelables, surtout le pétrole. À titre d'exemple, en partant des données de l'Institut de statistique du Québec, l'atteinte des objectifs de croissance était dopée par les résultats dans trois provinces productrices de pétrole, l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve et Labrador (TNL). Ces résultats viennent en bonne partie du fait que ces trois provinces exploitaient le pétrole alors que le prix de celui-ci était à la hausse jusqu'en 2014.

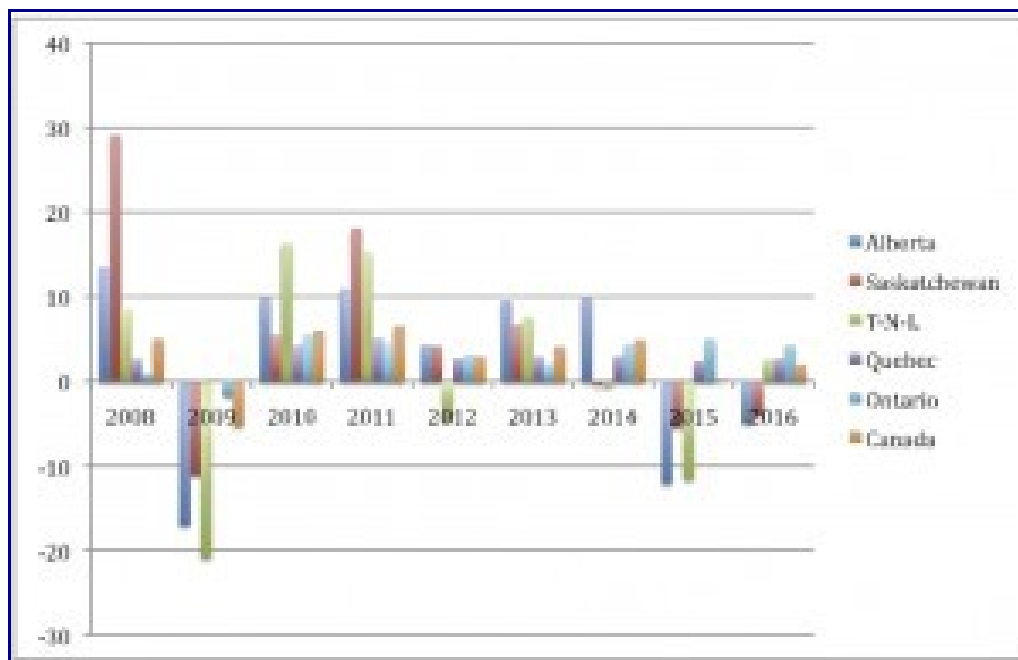


Figure 1: Croissance du PIB du Canada et des provinces 2004-2016 *Pendant près d'une décennie, l'exploitation du pétrole a marqué l'économie canadienne. Les provinces productrices ont montré des hausses de leur PIB quand le prix était élevé et des baisses depuis 2015 avec un prix bas. Le Québec et l'Ontario ont montré une toute autre tendance, plutôt stable et avec une croissance du PIB plus bas.*

L'énergie fossile et l'économie canadienne

Cette situation explique presque directement l'orientation du gouvernement Harper à plusieurs égards, favorisant le développement de ces ressources et contestant les efforts de gérer les changements climatiques en général et la croissance des émissions de GES en particulier. Cela permet de comprendre aussi aujourd'hui, dans une toute autre situation où le prix du pétrole est bas et prévu par plusieurs pour rester bas (voir mon dernier article), la volonté des gouvernements de cibler quand même le maintien de cette exploitation, sans relâche pour les deux provinces des Prairies, et tout récemment, avec le lancement d'[Advance 2030](#), pour Terre-Neuve et Labrador.

Ce qui frappe est que les sables bitumineux à la base de l'économie de l'Alberta et de la Saskatchewan, et l'exploitation en mer à TNL, se situent dans un contexte que certains analystes décrivent comme une tendance vers un pic de la consommation du pétrole, cela d'ici peut-être, justement, 2030. Comme je l'ai indiqué dans mon dernier article, cela risque de restreindre les ambitions des différents gouvernements et entreprises à accroître leur production, voire à la maintenir, lorsqu'il s'agit de ressources non conventionnelles. Il est intéressant à cet égard de [voir l'Institut économique de Montréal \(IEDM\) sortir un texte](#) sur les retombées positives de la croissance économique tout aussi déconnecté de la réalité que les vœux des gouvernements: l'IEDM souligne la contribution des provinces productrices (dans le passé...) à ces retombées.

L'exploitation en eaux profondes (une autre source de pétrole non conventionnel)

J'ai abordé la question de l'exploitation pétrolière dans l'Ouest dans mon dernier article, et j'ai décidé de voir ce qui pouvait se dire des efforts dans l'Est, à TNL. C'est dans le contexte baissier actuel que nous avons vu le gouvernement de TNL sortir donc son Advance 2030, sans qu'il y ait mention de la banqueroute qu'occasionne actuellement [le désastre fiscal du projet Muskrat Falls](#). Le dépassement par le double du budget de ce méga-barrage, et une absence de marchés prévisibles pour son énorme production d'électricité, soulignent la tentation que représente pour l'ensemble des gouvernements la «contribution à l'économie et à la prospérité» des grands projets. C'est comme cela, par ailleurs, que le Premier ministre Couillard a décrit le projet du REM de la Caisse de dépôt – c'est un «grand projet» –, plutôt que de mettre de l'avant sa raison d'être, [sa prétendue contribution à une amélioration du transport en commun](#) dans la métropole. Contrairement à TNL, le Québec va apparemment pouvoir vendre une partie de ses surplus d'électricité, venant entre autres de son projet de barrages sur la Romaine.

C'est plutôt décourageant de voir les efforts de l'«opposition» à TNL de proposer des [Reflections on a Sustainable Post-Oil-dependent Newfoundland and Labrador](#). Il s'agit d'un travail d'un groupe d'experts qui voient plutôt bien l'ensemble des défis sociaux, environnementaux et économiques de notre développement s'enfoncer dans le piège restreignant de la croissance économique. Leurs orientations sont toutes inscrites dans l'économie verte (en se référant à Dialogues pour un Canada vert, dont [j'esquisse les faiblesses](#) dans mon livre) et une absence d'expertise, d'après mes lectures, quant aux enjeux fondamentaux pour le pétrole. Le document est un rapport découlant d'une conférence tenue en

novembre 2016 et contient une série d'articles sur l'ensemble des problématiques.

L'intervention a été suivie par [une entrevue avec une des responsables, la professeure Neis](#), dans *The Annual*, où elle remarque que, en dépit de leurs efforts, il y a un mouvement de fond, via le NL Research Development Corporation, vers de nouvelles explorations et si possible exploitations offshore – des «energy mega-projects» – qui va donner lieu, en janvier 2018, à Advance 2030 où la province cible une production offshore le double d'aujourd'hui. Le travail de concertation me rappelle mes efforts avec [Les indignés](#), mais il est orienté dès le début vers une vision d'une économie verte. Dans son entrevue, Neis conteste par ailleurs les «doom and gloom scenarios we encounter on an almost daily basis» où je dois bien me trouver.

L'approche de l'économie verte, suivant des critiques faites tout au long des dernières années propose que le développement économique pourra se poursuivre, mais en intégrant les contraintes environnementales (et sociales) qui n'ont jamais été intégrées pendant les décennies d'effort du mouvement environnemental; le recours à un nouveau terme pour décrire l'effort n'en diminue pas les obstacles. L'expérience récente en TNL avec l'initiative de *Reflections* représente ce qui est presque une évidence, que les promoteurs de la croissance économique se trouveront dans les postes décisionnels et ne pourront intégrer les propositions d'une vision plus holistique. C'est presque en même temps que l'annonce d'Advance 2030 et le rappel de *Reflections* se sont présentés.

De retour à l'IPV – deux façons

Contrairement à ma petite recherche sur l'Ouest, celle sur l'Est n'a pas encore abouti. Je vais poursuivre ma recherche dans les jours qui viennent, mais il me paraît pertinent de sortir ce court article pour souligner non seulement la volonté des gouvernements de poursuivre le développement pétrolier mais l'explication de cela, l'espoir de pouvoir maintenir la croissance économique. Il est intéressant de voir dans la Figure 1 le lien entre les deux, avec les provinces productrices maintenant en-dessous de seuil de rentabilité, montrant – au moins temporairement, mais je crois de façon permanente – que nous sommes en train d'être rattrapés par la non prise en compte de l'environnement, de la planète, de ce que veulent sauver les promoteurs de l'économie verte.

Le chapitre de mon livre sur l'IPV sur l'activité minière esquissait l'approche de l'économie écologique à cette activité: l'extraction représente une soustraction dans l'actif d'une juridiction, et ne devrait donc pas être attribuée au «progrès» que le PIB prétend indiquer. Il faut plutôt l'investir (voir l'exemple de la Norvège) dans l'espoir de pouvoir générer par les retombées des investissements une contribution soutenable au développement long terme. On voit un résultat de la décision – partout – d'agir autrement: le PIB des provinces productrices étaient en hausse pendant les années fastes, mais rien ne reste après, quand le prix chute et on se trouve avec la ressource disparue.

Il est certainement illusoire de penser que les gouvernements agiront autrement, mais nous sommes en train actuellement, à travers le Canada, de voir le défi du «développement» lorsque celui-ci doit être fondé sur des activités ayant un potentiel de long terme. Entretemps, [le calcul de l'IPV](#) indique assez clairement que le PIB, en excluant le coût des externalités, ne fournit pas un bon indice, même pour les provinces non productrices comme le Québec et l'Ontario.

M. Couillard voudrait bien que ce soit autrement, mais l'agriculture et la foresterie, sous un autre régime, peuvent représenter des bases plus soutenables d'un développement approprié...

[350.org et les énergies "renouvelables" : le greenwashing de la colonisation](#)

par Nicolas Casaux Partage-le.com février 2018

[NYOUZ2DÉS: les constats de Nicolas Casaux sont excellents, c'est pourquoi je le publie. Par contre, ses solutions (puisque'il prétend en avoir) ne sont JAMAIS expliquées clairement dans ses textes (et c'est pourquoi je l'accuse d'hypocrisie), avec chiffres et démonstrations à l'appuie. Et surtout, il n'explique jamais que ses solutions sont génocidaires, c'est-à-dire qu'elles produiraient des morts par milliards.]



Il y a quelques jours, j'ai regardé une vidéo^[1] d'une discussion entre plusieurs jeunes figures de l'écologie relativement grand public, intitulée « Face à l'effondrement, continuer à se battre ? ». Parmi les intervenants qui prenaient part à cette discussion, on retrouvait Nicolas Haeringer, qui travaille pour la branche française de l'ONG internationale 350.org.

Ainsi que le suggère le titre de la vidéo, leur discussion tournait autour de l'effondrement à venir de la civilisation industrielle, sujet — relativement — popularisé par le livre *Comment tout peut s'effondrer* de Pablo Servigne et Raphaël Stevens.

Dans cet ouvrage, les deux auteurs exposent en quoi la civilisation industrielle mondialisée, loin d'être une aventure pleine d'avenir, est vouée à s'autodétruire à court terme, dans les prochaines décennies. Et ce, pour de multiples raisons — pêle-mêle : la finitude des combustibles fossiles, des minerais et des métaux et des multiples ressources actuellement surexploitées par les nombreuses industries qui composent la société industrielle, les

conséquences du réchauffement climatique lié aux émissions de gaz à effet de serre par l'industrie qui surexploite les énergies fossiles, les innombrables pollutions et destructions des milieux naturels liées au développement de la société industrielle, les instabilités politiques qui découlent et découleront des problèmes précédemment cités...

Le livre de Pablo Servigne et Raphaël Stevens stipule que les énergies renouvelables ne sont en rien une solution, qu'elles reposent également sur un extractivisme insoutenable. On peut ajouter à cela le livre plus récent de Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares*, qui expose en quoi leur développement précipite de nombreuses catastrophes écologiques à travers le globe (dont celles liées aux extractions de terres rares en Chine), et en quoi toutes les hautes technologies dépendent de catastrophes écologiques planétaires (extraction du coltan, du cobalt, etc., en Afrique et ailleurs). Et celui de Philippe Bihouix, *L'âge des low tech*, qui expose également le mythe de la croissance verte et ses conséquences écologiquement désastreuses. Ces trois livres proposent une critique partielle du mythe des énergies renouvelables comme solution aux problèmes auxquels la société industrielle est confrontée.

Une évaluation plus complète prendrait en compte le caractère antidémocratique des états modernes. Elle rappellerait que toutes les hautes technologies sont les produits de ces sociétés autoritaires (ou de cette société autoritaire mondialisée, puisque tous les États participent désormais d'un système économique global). Qu'il en va ainsi des technologies dites « renouvelables » (qui font partie des hautes technologies), qu'en plus de cela la production d'électricité (toutes origines confondues, soi-disant verte ou officiellement pas verte du tout) ne sert qu'à alimenter en énergie une société dont tous les autres aspects sont également anti-écologiques : même si l'énergie verte était vraiment verte, son utilisation, elle, ne l'est jamais : recharger un téléphone portable, regarder la télévision ou rouler dans une voiture grâce à une énergie hypothétiquement verte n'a rien d'écologique ; quid de la fabrication de la télévision, de la voiture, des routes, etc. ?

Mais revenons-en à la discussion précédemment mentionnée. Les différentes analyses des participants présentaient plusieurs points communs. Tout d'abord, leur critique sociale était très limitée. Les notions d'esclavage salarial ou d'esclavage moderne, le caractère antidémocratique de la société industrielle, son caractère intrinsèquement inégalitaire, coercitif, oppressif, ses dynamiques impérialistes et expansionnistes séculaires, etc., n'ont été que peu ou pas mentionnés. Par contre, ont été mentionnés le fait de faire son savon soi-même, de manger bio, de recycler, de ne pas manger de viande issue d'élevages industriels, et tous les autres avatars de l'écocitoyenneté.

L'ONG internationale 350.org, pour laquelle travaille Nicolas Haeringer, fait la promotion de toutes les énergies dites « vertes » et milite « pour un avenir 100% renouvelable ».

Cela explique sûrement pourquoi Nicolas Haeringer a évité de parler de la réalité des énergies vertes, quand bien même un autre participant, Mathieu Duméry (le « Professeur feuillage » de la web-série *écolo* éponyme), soulignait timidement leur caractère douteux. Cela explique aussi pourquoi Nicolas Haeringer ne s'est pas épanché sur le sujet de l'effondrement — ce concept basé sur le livre de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, qui expose assez clairement le mythe des énergies renouvelables. Or, participer à une discussion sur le thème de l'effondrement, tandis qu'on travaille pour une ONG dont la principale activité consiste à promouvoir les illusions renouvelables dans le monde entier, une ONG qui ignore totalement le concept

d'effondrement, la réalité de l'insoutenabilité complète de la société industrielle, c'est pour le moins étonnant.

La colonisation du continent africain

Changement de sujet, mais pour mieux y revenir. On peut faire remonter le début de la colonisation de l'Afrique par les puissances européennes au XVe siècle, avec le début de la traite négrière à destination de l'Europe. Traite négrière qui a ensuite pris son essor avec la colonisation de l'Amérique par les Européens, le massacre des Amérindiens, et le besoin d'esclaves (de main d'œuvre) des colons qui s'y établissaient.

Depuis cette époque, les puissances européennes (ces « races supérieures ») n'ont eu de cesse de « civiliser » les « sauvages » et autres « barbares » d'Afrique (ces « races inférieures »), ainsi que l'expliquait Jules Ferry en 1885 : « [...] il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures. »

C'est d'ailleurs en 1885, lors de la Conférence de Berlin, que l'Afrique a été découpée, politiquement, en différents États, selon les ambitions hégémoniques des puissances européennes et non pas selon les identités et les volontés des populations locales (ainsi que le souligne Tiken Jah Fakoly dans sa chanson « Ils ont partagé le monde »).

Main dans la main, les puissances étatiques et les corporations européennes se sont appropriées le continent africain. Les nombreux peuples autochtones et leurs différentes cultures ont graduellement été soit décimés soit incorporés dans les sociétés (ou la société) que les colons y implantaient. Et après que la plupart des sociétés traditionnelles ont été éradiquées, et que les Européens ont imposé un peu partout sur le continent les structures sociales et culturelles qu'ils voulaient, une parodie de décolonisation a pris place, principalement au cours du XXe siècle.

En réalité, une forme plus subtile et plus insidieuse de colonisation voyait le jour, le néocolonialisme dont parlait Kwame Nkrumah^[2]. La France, tout particulièrement, continuait à garder la main sur ses anciennes colonies à travers les mécanismes de la Françafrique (détaillés dans les travaux de François-Xavier Verschave, de l'association *Survie*, etc.).

Aujourd'hui, l'Afrique est toujours contrôlée et pillée par des forces extérieures au continent, dont, bien sûr, les puissances européennes, auxquelles s'ajoutent aussi la Chine, les USA et d'autres États, mais aussi des multinationales d'un peu partout (mais encore et surtout des multinationales des pays riches comme Shell, BP, Total, et ArcelorMittal) qui dévalisent ses ressources minières, pétrolières, forestières, qui accaparent ses terres arables, et ainsi de suite. Le tout avec l'aide des institutions internationales comme la Banque mondiale et le FMI, et la complicité des régimes fantoches du continent. Ce que décrit Tom Burgis, journaliste du *Financial Times*, dans un assez bon livre^[3] intitulé *The Looting Machine. Warlords, Tycoons, Smugglers and the Systematic Theft of Africa's Wealth* (en français : *La machine à piller. Chefs de guerre, magnats, trafiquants et le vol systématique des richesses de l'Afrique*) paru en 2015.

Ainsi, l'Afrique se trouve aujourd'hui, et peut-être plus que jamais, au cœur des dynamiques expansionnistes de la civilisation industrielle et du capitalisme mondialisé. La colonisation ne

s'est jamais arrêtée. La décolonisation est restée lettre morte. Elle n'est qu'un concept creux et mensonger que brandissent ceux qui cherchent à justifier et à rationaliser la situation actuelle du continent. Ceux qui trouvent tout à fait normal et juste que l'Afrique et tous les Africains aient adopté un modèle de développement occidental, qu'ils soient montés dans le merveilleux train du « progrès », qu'ils aient été « civilisés », divisés en États, et tout ce qui s'ensuit. Ceux qui se fichent pas mal que tout ceci soit le résultat non pas de la volonté des peuples d'Afrique mais de celle des puissances coloniales qui ont ravagé et découpé et pillé le continent — et qui continuent.

Énergies renouvelables, *greenwashing* et nouvelle colonisation « verte »

Ce qui nous ramène au sujet initial de cet article, car c'est ici que le développement des énergies renouvelables entre en scène. La colonisation toujours en cours de l'Afrique — l'implantation de la société industrielle de consommation sur le continent — est désormais facilitée par le déploiement des énergies dites renouvelables qui permettent de fournir du courant assez facilement, même à des villages perdus dans la brousse, et donc de les relier au marché, de transformer leurs habitants en consommateurs.

Et qui se charge d'encourager les Africains à réclamer le déploiement des technologies « vertes » sur leur territoire ? L'ONG internationale 350.org, à travers une campagne d'un cynisme répugnant, intitulée « DeCOALonise Africa^[4] » (en français : « Décoloniser l'Afrique », sauf que l'expression anglaise joue sur le fait que « coal » en anglais signifie « charbon », c'est-à-dire qu'en plus de « Décoloniser l'Afrique », ils entendent « Décharboniser l'Afrique »).

À travers cette campagne, l'ONG 350.org suggère que le « développement » de l'Afrique (à la sauce occidentale, comme partout) doit continuer — ce n'est même pas discuté, il s'agit pour eux d'une évidence — mais qu'il doit dorénavant se baser sur nos chères illusions vertes, et non pas sur le vilain charbon et sur les énergies fossiles qui étaient polluantes, mauvaises pour l'environnement (ce qu'elles sont évidemment, mais ce que sont aussi les énergies dites « renouvelables », au même titre que tout ce qui constitue le « développement », cette « croyance occidentale » qui n'est pas « autre chose que l'extension planétaire du système de marché », comme l'explique Gilbert Rist^[5]).

Sur le site officiel de la campagne, on peut lire :

« À la manière du "Partage de l'Afrique", le développement du charbon et des énergies fossiles en Afrique est une nouvelle vague de colonisation entrepreneuriale qui profite aux corporations et aux super-riches. Toute nouvelle centrale au charbon engendrera des coûts immenses : des destructions environnementales locales, des impacts sur la santé des habitants, et une intensification du rythme et des impacts du changement climatique. »

Ce qui est exact. Même si c'est un peu tard pour se soucier des impacts des industries fossiles sur l'Afrique étant donné que cela fait des décennies que les multinationales de ce secteur pillent et ravagent le continent. Mais mieux vaut tard que jamais, pourrait-on croire.

Seulement, cette lutte contre le développement du charbon et des énergies fossiles n'en est pas

vraiment une, dans les faits, elle correspond plutôt à un soutien au développement des énergies dites « vertes » dans l'espoir (absurde) que l'Afrique atteigne le fameux « 100% renouvelables » que nous promettent tous les apôtres du verdissement de la civilisation industrielle.

350.org est une ONG internationale qui a été créée de toutes pièces grâce à l'argent des Rockefeller (plus précisément, grâce à l'argent du Rockefeller Brothers Fund), ces chers philanthropes. Son financement dépend aujourd'hui majoritairement de fondations privées^[6], dont la ClimateWorks Foundation, une fondation qui regroupe, entre autres, la David and Lucile Packard Foundation, la William and Flora Hewlett Foundation (HP, ça vous dit quelque chose ? Hewlett-Packard, une des principales multinationales de l'informatique) et la Ford Foundation (Ford, tout le monde connaît) ; et le Clowes Fund, Inc., lié à la Eli Lilly and Company, une immense multinationale de l'industrie pharmaceutique (le Prozac, c'est elle), 10^e groupe pharmaceutique mondial par son chiffre d'affaires ; et la Silicon Valley Community Foundation, dont les membres du conseil d'administration travaillent chez Microsoft, eBay, Electronic Arts, etc. ; et le New Venture Fund, une fondation financée, entre autres, par la Rockefeller Foundation, par la fondation de Bill & Melinda Gates, par la Ikea Foundation, etc. ; et la Overbrook Foundation, créée et encore dirigée par la famille Altschul, dont l'actuel président, Arthur Altschul Jr., a travaillé, comme son père avant lui, pour Goldman Sachs, et pour un paquet de multinationales américaines dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, de la banque, etc. ; et la Tides Foundation, qui reçoit de l'argent de Warren Buffett, un des hommes les plus riches du monde, qui possède des investissements dans à peu près toutes les industries du monde, et aussi de George Soros, un autre milliardaire américain ; et de bien d'autres fondations liées à bien d'autres industries et à bien d'autres magnats de la finance.

Si tous ces admirables philanthropes — qui font partie des « super-riches » que dénonce la campagne de 350.org — financent directement ou indirectement cette ONG, c'est parce que son activité ne menace en rien leurs activités. En effet, nombre d'entre eux investissent d'ores et déjà dans les industries du solaire, de l'éolien, et dans toutes les industries des illusions vertes (en Afrique, de nombreuses centrales solaires sont construites par Vinci, Total, etc., les « renouvelables » sont une affaire juteuse pour les grands groupes industriels, ou pour de nouveaux groupes industriels), et tous tireront profit de la continuation du « développement » de l'Afrique — qui correspond, rappelons-le encore, à l'intégration de toute l'Afrique dans la civilisation industrielle planétaire, celle-là même qui est vouée à s'effondrer dans un futur relativement proche du fait de son insoutenabilité complète.

Mais en attendant, ce qui se déroule actuellement en Afrique, et ce que les énergies dites « renouvelables » servent désormais à appuyer — encore une fois, non pas à la place des énergies fossiles mais en plus — relève toujours de la colonisation, bien que la novlangue civilisée préfère parler de « développement^[7] ».

C'est-à-dire que sous couvert d'un imaginaire de « décolonisation » mensonger, l'ONG 350.org encourage la continuation de la colonisation du continent africain. Une véritable décolonisation impliquerait le départ des multinationales de tous les secteurs (pas seulement de celles du secteur des industries fossiles), l'arrêt du pillage de l'Afrique par les puissances corporatistes et étatiques, la réappropriation par les Africains des terres qui sont les leurs afin qu'ils recouvrent leur autosuffisance, à travers une véritable souveraineté, individuelle et communautaire — ce

que beaucoup réclament^[8].

Mais, bien sûr, les ultra-riches capitalistes qui financent 350.org ne veulent pas de cette décolonisation-là. Celle qu'ils promeuvent, qui n'est en réalité qu'une continuation de la colonisation, mais défendue par de nouveaux arguments « renouvelables » et « verts », leur permet et leur permettra d'engranger toujours plus de profits. En apportant l'électricité ici et là en Afrique, grâce aux énergies pas vertes comme grâce aux technologies « vertes » (éoliennes, panneaux solaires, etc.), qui sont plus simples à implanter, ils permettent à des Africains d'acheter les appareils qui vont avec, smartphones, télévisions, lecteurs DVD, de développer des pratiques et toutes sortes d'activités industrielles et marchandes, etc^[9] — « l'extension planétaire du système de marché » dont parle Gilbert Rist.

Dans sa série d'articles intitulée « Traversée d'une Afrique bientôt électrique », que j'examine dans cet autre article^[10], le journal capitaliste le plus connu de France, *Le Monde*, expose cela de manière on ne peut plus significative. Par exemple, en rapportant les propos d'un certain William Kebet : « Quand nous connectons des clients au mini-réseau, nous leur proposons d'acheter des appareils ménagers : télé, frigo, micro-ondes, explique Anderson. Nous voulons qu'ils s'habituent à utiliser l'électricité avec des outils modernes. Plus ils en consomment, plus nous augmentons notre bénéfice. » Ou encore ces propos d'un autre protagoniste : « De plus en plus de gens veulent la lumière, la musique, les films. Ils découvrent les avantages de l'électricité, les rêves qu'elle porte. [...] Désormais on peut regarder les nouvelles tous les jours à la télé. »

Dans un article de la BBC intitulé *TV from the sun: « Now I am connected to the whole world »* (en français : *Télévision solaire : « Maintenant, je suis connecté au monde entier »*), on apprend que des milliers de foyers africains, non connectés au réseau électrique, notamment au Kenya, peuvent désormais quand même regarder la télévision grâce à un kit solaire vendu par la marque Azuri, comprenant une antenne satellite qui leur permet d'accéder à un bouquet de 50 chaînes ! N'est-ce pas merveilleux ? C'est en cela que les panneaux solaires photovoltaïques permettent plus simplement de tous nous transformer en consommateurs de hautes technologies : pas besoin de réseau électrique et de toutes ses infrastructures (câbles, pylônes, etc.).

Et dans un récent article du *Monde diplomatique* intitulé « Batailles commerciales pour éclairer l'Afrique^[11] », dont le sous-titre lit : « Fermes éoliennes, barrages, centrales solaires, géothermiques ou nucléaires... Le marché de l'énergie se développe sur tout le continent noir, suscitant la convoitise des géants mondiaux de l'électricité, mais aussi de certaines entreprises africaines », Aurélien Bernier écrit :

« On ne compte plus les initiatives destinées à alimenter l'Afrique en électricité. En 2012, les Nations unies inaugurent le dispositif Énergie durable pour tous, qui vise à fournir, d'ici à 2030, un accès universel aux sources modernes de courant, avec une priorité naturellement donnée à l'Afrique. En juillet 2013, c'est au tour du président américain Barack Obama de lancer, lors d'un voyage en Tanzanie, le plan Power Africa (Énergie pour l'Afrique), en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale. Ce programme piloté par l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid) propose une expertise

technique et juridique, des prêts et des outils financiers pour développer des projets durables... par le biais d'entreprises américaines. En octobre 2015, à la veille de la conférence de Paris sur le climat (COP21), le groupe des Vingt (G20) organise sa toute première réunion des ministres concernés, qui annoncent un plan d'accès à l'énergie pour l'Afrique subsaharienne. La même année, l'ancien ministre de l'écologie français Jean-Louis Borloo a créé une fondation, Énergies pour l'Afrique, qui vise à « connecter 600 millions d'Africains à l'électricité d'ici à 2025 ». De prestigieux partenaires apparaissent sur son site Internet : Vivendi, Carrefour, JC Decaux, Bouygues, Électricité de France (EDF), Dassault, Eiffage, Engie, Orange, Schneider Electric, Total, Veolia, Vinci... »

Il rappelle ensuite que : « Grâce à la délocalisation des filières de production de panneaux solaires et d'éoliennes dans les pays où la main-d'œuvre est bon marché, leurs coûts d'installation sont de plus en plus faibles ». Et cite des propos tenus en 2015 par Thierno Bocar Tall, qui était alors président-directeur général de la Société africaine des biocarburants et des énergies renouvelables (Saber) : « Les capitaux internationaux ont enfin trouvé une porte à leur mesure pour entrer en Afrique : le développement des énergies renouvelables. »

Les Anglais parlent de *greenwashing* (en français, on parle d'écoblanchiment) lorsqu'une entreprise tente de se donner une image écologique et responsable. C'est en ce sens que les ONG comme 350.org participent au *greenwashing* de la colonisation (et du « développement » en général). La nouvelle colonisation (ou le nouveau « développement », ces expressions sont synonymes) est cool, « verte » et « durable », elle promet un avenir merveilleux « 100% renouvelable ».

Finalement, cette campagne africaine de l'ONG 350.org s'inscrit simplement dans l'entreprise médiatique mondiale de promotion des illusions vertes — en tant que solutions à tous nos problèmes, en tant que moyens pour que la civilisation industrielle perdure — et du mythe^[12] du « développement durable » plus généralement.

En plus du désastre écologique qu'il constitue, le « développement » (durable ou pas, c'est exactement la même chose) est un ethnocide en expansion, un projet de destruction des (dernières) cultures humaines différentes de la monoculture dominante (celle des smartphones, des télévisions, des voitures, des MacDo, des avions, des anxiolytiques et des antidépresseurs, des « maladies de civilisation », des *burn-out*, des inégalités sociales colossales et qui ne cessent de croître, etc.).

En Afrique, les ONG comme 350.org ne sont que de nouveaux missionnaires « verts » (ou éco-missionnaires) qui continuent le travail de leurs prédécesseurs : civiliser les derniers sauvages, s'assurer que tous les Africains sont connectés à l'économie de marché mondialisée afin qu'ils deviennent eux aussi devenir des consommateurs. D'aucuns diraient que c'est ce que veulent les Africains. Ce qui est probablement vrai, dans une certaine mesure. Dans la mesure où après des siècles de colonialisme, il est attendu que les colonisés aient les aspirations qu'on leur a inculquées, qu'ils soient habitués au système colonial. Comme nous le sommes en France. Combien sont ceux qui réalisent que le salariat n'est qu'une forme moderne d'esclavage ? Même chose dans tous les autres États — qui sont le résultat non pas de processus démocratiques et de volontés populaires, mais de l'imposition par la violence de la volonté

d'une poignée au plus grand nombre (le produit d'une colonisation plus ou moins récente). Malheureusement, les voix des dernières populations qui ne veulent pas de ce « progrès » et de ce « développement » ne sont guère médiatisées. Qui s'intéresse à la volonté et au sort des Pygmées des forêts d'Afrique centrale, par exemple ?

Qui s'intéresse à ce que nous a dit Ati Quigua, membre du peuple des Arhuacos (qui vit sur le territoire que l'on appelle la Colombie), lors de la 15^{ème} session du Forum permanent de l'ONU sur les questions autochtones, à New-York, en 2016 : « Nous nous battons pour ne pas avoir de routes et d'électricité — cette forme d'autodestruction qui est appelée “développement” c'est précisément ce que nous essayons d'éviter. »

Le continent africain, au contraire de l'Europe, abrite encore des populations qui savent vivre sans la machinerie commerciale internationale. Des populations qui n'ont pas encore été rendues — entièrement — dépendantes ni du système marchand ni des hautes technologies de la civilisation industrielle, qui savent vivre avec leur environnement immédiat, en tirer leur subsistance quotidienne, sans le détruire.

Ceux qui promeuvent le « développement » (« durable » ou pas, « vert » ou pas, c'est exactement le même) sont coupables de promouvoir la catastrophe sociale et écologique que l'on devrait tous être en mesure de constater.

Nicolas Casaux

P.S. : La même chose se produit un peu partout dans le monde. Et même en Polynésie. Dans un autre article, j'étudie l'exemple édifiant de l'archipel des Tokelau, qui fait partie de la Nouvelle-Zélande. Depuis qu'une centrale solaire y a été installée, ses habitants, ~~qui vivaient encore il n'y a pas si longtemps de manière véritablement soutenable et saine~~, sont désormais accros à la bière importée, à la télévision, surfent sur internet à l'aide de leurs tablettes, de leurs smartphones ou de leurs ordinateurs portables, se déplacent en voiturettes de golf électriques, etc. — c'est-à-dire qu'ils ne vivent plus du tout de manière ni saine ni soutenable. Comme beaucoup, ils sont passés d'êtres humains à consommateurs. Voici leur histoire :

[NYOUZ2DÉS: cette affirmation est encore, telle qu'elle, sous forme IDIOTLOGIQUE (de l'idéologie idiote dont il n'est pas prouvé la véracité scientifiquement ou au minimum objectivement, et qu'elle existe ou serait applicable sur la terre ferme). Il est impossible de croire que cette affirmation est vrai et applicable à 7,5 milliards d'habitant.]



Pourquoi les énergies « renouvelables » et le « progrès » en général sont des catastrophes : l'exemple des Tokelau

Comment le « progrès », sous la forme, entre autres, du déploiement des énergies dites « renouvelables », détruit les communautés humaines et le monde naturel L'exemple de l'archipel des Tokelau Si l'écologie est aujourd'hui principalement associée au déploiement des énergies dites « renouvelables », c'est à cause des médias grand public (mainstream). Depuis des décennies, ceux-ci propagent une image, une ... Lire la suite de



Le Partage



Nullipares, childfree, les personnes sans enfants

Michel Sourrouille, Biosphere, 28 février 2018

La décision d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants se fait normalement à deux. Aujourd'hui, l'infécondité définitive atteint en France 21 % des hommes nés entre 1961 et 1965, et 13,5 % des femmes nées à la même époque. On estime à 3 % seulement la part due à l'infertilité médicale. Mais il est de bon ton de ne s'intéresser qu'aux femmes qui ont choisi de ne pas avoir d'enfants. En Allemagne, 25 % des femmes nées en 1968 sont sans enfants. Il y a là-bas une véritable culture des familles sans enfants. Une page entière du MONDE* consacrée aux childfree, cela se fête.

Malheureusement l'article du MONDE insiste sur la superficialité des considérations individualistes : « *Je n'ai jamais eu le désir d'enfant, tout simplement. Pas besoin de chercher telle ou telle cause* » ; *Un enfant, c'est une « charge », un « poids », un « fil à la patte », bref, un gêneur* ; « *Je ne supporte pas les enfants s'ils sont un tant soit peu turbulents* » ; « *J'ai préféré passer mes nuits à discuter, écrire, lire ou danser, plutôt qu'à changer des couches* » ; « *La femme qui court toute la journée, qui travaille avec trois enfants, je ne pouvais pas vivre ça, l'idée m'était insupportable* » ; « *Je ne vois pas d'avantage à avoir des enfants. En revanche, une journée passée à entendre mes collègues me suffit à dresser une longue liste d'inconvénients (nuits blanches, contraintes horaires, dépenses, angoisses)* ». Les considérations tournées vers le futur

sont rares : « *Le CDI est en voie de disparition. Plus rien n'est sûr. Je peux perdre mon emploi, mon mari peut me quitter. Si j'ai un enfant, comment savoir qu'il ne manquera de rien ?* » ; « *Je m'inquiète beaucoup plus pour les générations futures que ceux qui font des enfants sans réfléchir* » ; « *C'est l'envie d'enfants qui me paraît égoïste et irraisonnée : dans un monde pareil, sérieusement ?* »

Si nous avons à faire le choix d'une fécondité rationnelle, responsable, la base de notre raisonnement serait simple : pourquoi faire un bébé de plus dans un monde déjà surpeuplé ? Mieux vaudrait le fait d'avoir un seul enfant ou pas du tout plutôt qu'un suicide assumé dans l'intérêt de la planète... La volonté de ne pas donner naissance dans un monde menacé par l'effondrement écologique n'est pas encore un facteur déterminant, pas encore. Voici quelques références pour poursuivre votre réflexion :

[Féminisme, sensibilité écologique et refus de maternité](#) (2016)

[No kid, ces femmes qui ne veulent pas avoir d'enfant](#) (2014)

[démographie responsable](#) (2010)

[oui à la nulliparité](#) (2008)

Un livre qui fait le tour des problèmes : « [Moins nombreux, plus heureux \(l'urgence écologique de repenser la démographie\)](#) »

Pour rejoindre l'association « Démographie Responsable » : <https://www.demographie-responsable.org/nous-rejoindre.html>

* LE MONDE du 25-26 février 2018, elles ont décidé de ne pas avoir d'enfants et l'assument

[Un projet de terminal pétrolier menace l'eau potable de Montréal, selon le DSP](#)

Alexandre Shields Le Devoir 28 février 2018



Photo: Jean Gagnon CC Le pipeline Trans-Nord traverse deux fois la rivière des Prairies, avant de rejoindre l'aéroport de Montréal.

Construit il y a plus de 50 ans et aux prises avec plusieurs incidents, le pipeline Trans-Nord

Eau menacée

En présentant le mémoire de la Direction régionale de santé publique de Montréal mardi, son porte-parole, Luc Lefebvre, a d'ailleurs déploré que le cas du pipeline ne soit tout simplement pas examiné dans l'étude d'impact produite par la CIAM en vue de l'évaluation du BAPE.

Cette omission est d'autant plus inadmissible, selon la Direction régionale de santé publique, que le pipeline Trans-Nord traverse des cours d'eau dans lesquels un déversement d'hydrocarbures « menacerait l'approvisionnement en eau potable de la population de l'agglomération de Montréal ». En fait, a précisé M. Lefebvre, « les prises d'eau sont toutes situées près d'une zone à risque en cas de déversement du pipeline ».

Une telle situation, a-t-il ajouté, « mettrait en péril la santé et la sécurité de la population », puisque « les besoins en eau pour la région de Montréal sont tels qu'il n'y a pas de sources alternatives » pour alimenter les trois millions de citoyens de la région.

M. Lefebvre a également rappelé aux commissaires du BAPE que la question du transport maritime du carburant, jusqu'à Montréal, a tout simplement été écartée. Bref, les informations dont dispose le BAPE pour lui permettre de réaliser un véritable examen du projet sont tout simplement « incomplètes ».

La MRC de Vaudreuil-Soulanges s'est également dite très inquiète des risques de déversements du pipeline Trans-Nord. En plus de partager les constats de la Direction de santé publique, le directeur général adjoint de la MRC, Raymond Malo, a affirmé mardi que « la réglementation actuelle ne prévoit pas de rigoureux critères de performance garantissant la protection des prises d'eau potable », dans le cas de l'exploitation des pipelines.

« Rappelons que, des 26 usines de filtration dans la grande région de Montréal, aucune n'est équipée pour traiter les hydrocarbures et seulement deux sont en mesure de les détecter », a-t-il ajouté. Selon M. Malo, il est donc essentiel que le BAPE tienne compte des risques environnementaux du pipeline Trans-Nord, qui peut transporter chaque jour 27 millions de litres de produits pétroliers, soit 172 900 barils.

Incidents

Ce pipeline est responsable à lui seul de six des treize incidents liés aux pipelines au Québec répertoriés par l'Office national de l'énergie depuis 2008. Selon les données comptabilisées par Équiterre dans son mémoire au BAPE, il y aurait même eu « 83 incidents sur ce pipeline depuis 2004, dont 35 au Québec, ainsi que 8 déversements de substances, dont 2 au Québec, pour la même période pour un total de 148,1 mètres cubes de substances (932 barils) ».

L'organisme écologiste juge donc nécessaire de « cesser » l'exploitation de ce pipeline jusqu'à ce qu'un organisme « indépendant, neutre et crédible puisse assurer un encadrement efficace pour la sécurité des pipelines ».

SECTION ÉCONOMIE



Wall Street: la dette sur marge (actions achetées à crédit) vient d'atteindre un nouveau sommet historique !

Publié le 28 février 2018 à 12:00:00 / 1 commentaire / 284 vues

La dette sur marge (Margin Debt) sur le New York Stock Exchange (NYSE) correspond au montant d'argent que les investisseurs empruntent pour acheter des actions. Or, selon... Lire la suite



Bill Bonner: Des signaux d'alerte extrêmes

Publié le 28 février 2018 à 11:00:39 / 4 commentaires / 927 vues

Les leçons apprises ces 30 dernières années pourraient se retourner contre nous lors de la prochaine crise. Les investisseurs sont habitués à dépendre du put... Lire la suite



Charles Gave: 2018, vers une nouvelle crise financière ?

Publié le 27 février 2018 à 18:00:30 / 6 commentaires / 2 647 vues

Planete360: « Bonsoir Monsieur Charles Gave, le monde n'a pas connu de crise financière depuis plus de 5 ans. Inutile d'espérer pour autant que nous ayons appris... Lire la suite



Egon Von Greyerz: « Procurez-vous de l'Or avant que de la boîte de Pandore ne s'ouvre ! »

Publié le 27 février 2018 à 17:30:38 / 9 commentaires / 1 581 vues

Dans l'ancienne mythologie grecque, l'ouverture de la boîte de Pandore a répandu de nombreux maux sur le monde. Au cours des prochaines années, une nouvelle... Lire la suite



CLASH Bruno Le Maire-CGT à PSA Mulhouse: « Mr Le Maire, Y a une reprise ? Elle est où la reprise ? »

Publié le 27 février 2018 à 16:00:26 / 12 commentaires / 1 035 vues

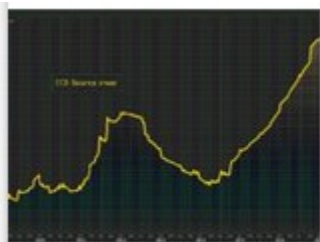
un syndicaliste de la CGT, interpelle Bruno Le Maire sur la politique économique du gouvernement: « On était 14 000 dans cette usine, on est 7 000. Alors ici, ils sabrent... Lire la suite



France: Chômage: Oups!... les chiffres de 2017 revus à la hausse

Publié le 28 février 2018 à 07:00:07 / 10 commentaires / 913 vues

Les chiffres du chômage en France pour le mois de janvier sont stables en apparence, mais ont été revus à la hausse pour l'ensemble de l'année 2017. Les... Lire la suite



suite

La taille du bilan de la BCE s'est à nouveau accrue de 6,8 milliards d'euros et atteint dorénavant 4511,5 milliards d'euros !

Publié le 28 février 2018 à 10:00:20 / 0 commentaire / 234 vues

Et voilà, les bonnes résolutions sont déjà à la poubelle. L'expansion du bilan de la BCE se poursuit, mais à un rythme plus lent. Le total de ses actifs a... Lire la



Jerome Powell n'a aucune chance de réussir à la tête de la FED

Publié le 28 février 2018 à 13:00:39 / 3 commentaires / 455 vues

Jerome Powell, le nouveau patron de la Federal Reserve, vient d'achever sa 3e semaine à son poste. Il a juste eu le temps d'apprendre à utiliser la machine à café, ne... Lire la suite

Le garrot de la Fed se resserre sur les marchés

Rédigé le 28 février 2018 par [Bill Bonner](#)

Malgré l'effacement d'une correction de 10% sur les marchés, l'Indice de la Ruine reste dans le rouge signalant que tout danger n'est pas écarté.

Des sources ont confié à Bloomberg que la Fed était prête à accepter des niveaux d'inflation plus élevés – disons 2,5% – avant d'appeler aux armes.

Elle n'aura pas le choix, selon nous ; elle devra accepter de l'inflation bien plus élevée que ça, avant que la situation ne soit réglée.

En attendant, les investisseurs pensent que tout va bien... Et qu'acheter durant les creux rapporte encore.

Ils ont eu quelques sueurs froides ; ils savent que les actions peuvent chuter. Mais ils pensent que le jeu reste inchangé : la partie est truquée, la Fed les soutient.

Ils ne se doutent pas que la Fed est effectivement derrière eux... mais avec un poignard à la main.

Nous étions en route pour Sao Paulo, cette semaine, quand nous avons eu des problèmes. Le Brésil exige un visa pour les voyageurs américains, et le nôtre avait expiré sans que nous ne nous en rendions compte. Nous avons profité de ce délai forcé pour visiter Miami.

Nous sommes déjà passé plusieurs fois par Miami ; nous connaissons bien l'aéroport, mais pas la ville elle-même. Nous sommes donc allé faire un petit tour, pour voir notamment le célèbre Wynwood Wall.

Le chauffeur aux pieds nus

Le taxi que nous avons pris ressemblait à tous les autres dans la file. Mais lorsque le chauffeur est sorti pour ouvrir le coffre, nous avons constaté qu'il était pieds nus. Sur le siège avant se trouvaient une couverture et un rouleau de papier-toilette, jetés sur une pile de vêtements. Tout ça ne sentait pas très bon.

Le chauffeur était agité de tics et de tremblements. Après quelques mètres, il a ouvert la fenêtre pour cracher dehors (sans doute n'avait-il pas suivi l'équivalent des deux années de formation que les chauffeurs de *black cabs* doivent suivre avant de pouvoir exercer à Londres...).

Mais nous sommes tout de même finalement arrivé à destination.

Miami est devenu un centre d'art contemporain. Non seulement il y a de gigantesques fresques sur les murs extérieurs, mais on y trouve également de nombreuses galeries où sont exposées les dernières oeuvres disponibles à la vente.

Nous ne connaissons pas grand'chose à l'art contemporain, et nous ne sommes pas assez intéressé pour en apprendre plus, mais la qualité était indéniable.

Il n'y a pas seulement des oeuvres « intellos », ironiques ou provocatrices ; nombre d'entre elles sont expertement réalisées et impressionnantes, même pour quelqu'un qui n'y connaît rien.





La visite en vaut la peine.

Un conseil toutefois, cher lecteur : ne séjournez pas au Biltmore Hotel. Le lobby et la nourriture étaient passables, mais la chambre elle-même était étonnamment miteuse ; très mauvais rapport qualité-prix.

Des nouvelles de l'Indice de la Ruine

Revenons-en tout de même à notre sujet habituel. Après la correction de 10%, la route est-elle dégagée ?

Nous avons fait appel à notre département de recherches pour une petite mise à jour de notre [Indice de la Ruine](#).

Vous vous rappellerez qu'en ce qui concerne la prédiction d'un éventuel sommet boursier, votre correspondant a jeté l'éponge : voilà 50 fois que nous le prédisons... sans effet apparent.

Le marché a continué à grimper comme s'il n'avait absolument rien à faire de ce que nous disons. De toute évidence, notre intuition n'était pas à la hauteur.

Nous avons donc demandé à nos collègues de trouver une approche plus rigoureuse. Dans ce but, Joe Withrow a élaboré une méthode permettant de déterminer non pas nécessairement quand le marché s'effondrerait – mais quand il *devrait* s'effondrer.

[Notre premier signal d'alerte extrême](#) s'est produit le 19 janvier, basé sur les données du premier trimestre.

Les actions se sont mises à dégringoler huit jours plus tard, atteignant un plancher le 8 février,

après une chute de 10%.

Pas mal, pour une première mise en service. Nous avons donc demandé à Joe de recommencer. « Que nous dit l'Indice de la Ruine actuellement ? », avons-nous voulu savoir.

« Pas de changement majeur – nous sommes toujours à des niveaux d'alerte extrême.

L'indice manufacturier ISM a chuté de 10% à ce jour en 2018, indiquant un net ralentissement.

Et environ 60% de toutes les modifications de notation obligataire l'ont été à la baisse, pour l'instant, cette année. Mais les junk bonds ont rebondi depuis leur chute début février.

La correction de février a visiblement effrayé les petits porteurs – le sentiment haussier des investisseurs tel que mesuré par l'AII (Association américaine des investisseurs particuliers) est passé de 60% à 37% immédiatement après la correction. Le sentiment haussier est toutefois progressivement remonté à 45% au cours des deux dernières semaines.

Nous n'aurons pas de nouvelles données sur la croissance du crédit avant la fin du trimestre. La croissance du crédit s'est ralentie durant trois des quatre derniers trimestres – ce qui n'était pas arrivé depuis fin 2008/début 2009. Ca va devenir intéressant »...

La tour de dettes commence à vaciller

Ouaip. Encore plus d'excitation à venir.

Pourquoi ? L'économie et les prix des actifs dépendent de l'endettement. La dette a augmenté de trois à six fois plus rapidement que le PIB ces 38 dernières années.

Sans ce crédit supplémentaire, les actions et les obligations ne seraient de loin pas aussi chères... et nombre des centres commerciaux, voitures et maisons que l'on voit aujourd'hui aux Etats-Unis n'existeraient pas.

Mais cette tour de dette, sur laquelle reposent toute l'économie ainsi que les structures de capitaux, commence à vaciller.

Le *Wall Street Journal* rapporte par exemple que c'est la dette de marge qui a rendu le dernier mini-krach si spectaculaire. Elle rendra le prochain tout aussi distrayant :

« Les traders en actions empruntent la somme record de 342,8 milliards de dollars, faisant naître des craintes de volatilité accrue. »

Ouaip (bis).

Dette de marge. Dette des entreprises. Dette des ménages. Et dette du gouvernement. Toutes sont à des niveaux record. Et toutes ont besoin de sang neuf – c'est-à-dire encore plus de dette – rien que pour faire du sur-place.

Sauf que le sang neuf coagule. La Fed a mis un garrot en place (pardonnez-nous ces métaphores hasardeuses, cher lecteur... il est encore très tôt à Sao Paulo). Et elle est en train de le resserrer.

D'ici la fin de l'année, la Fed est censée supprimer de la liquidité au rythme annuel de 600 milliards de dollars.

Non, nous ne pensons pas qu'elle mettra son plan à exécution. A la prochaine crise, la Fed

recommencera les perfusions – mais avec une lance à incendie.

[Comme Warren Buffett l'a montré hier](#), la Fed est bien connue pour sa capacité à causer des bulles financières... avant de les faire exploser par inadvertance.

Egon Von Greyerz: « Procurez-vous de l'Or avant que de la boîte de Pandore ne s'ouvre ! »

Source: [goldbroker](#) publié par [BusinessBourse.com](#) Le 27 Fév 2018

Dans l'ancienne mythologie grecque, l'ouverture de la boîte de Pandore a répandu de nombreux maux sur le monde. Au cours des prochaines années, une nouvelle boîte de Pandore sera ouverte. La grande différence est que cette fois-ci, les conséquences ne feront pas partie de la mythologie historique.

Pandore (en grec ancien Πανδώρα / Pandôra, « ornée de tous les dons ») fut la première femme créée par les dieux, sur ordre de Zeus qui voulait se venger des humains pour le vol du feu par Prométhée. Zeus l'envoya ensuite sur Terre pour épouser Epiméthée, le frère de Prométhée, munie d'une mystérieuse boîte qu'il lui interdit d'ouvrir. Curieuse, Pandore ne respecta pas la condition et à peine eut-elle entrouvert la boîte que tous les maux de l'humanité qu'elle renfermait s'échappèrent. Ainsi, la guerre, la maladie, le vice, la vieillesse, la perfidie, la misère et d'autres fléaux se répandirent. Réalisant son erreur, Pandore se décida à refermer la boîte, mais en vain, car tout s'était envolé... Tout, à l'exception de l'espérance.

Lien: [Egon Von Greyerz: « Voilà pourquoi 2018 sera une année absolument terrifiante ! »](#)

Tout comme le châtiment que Pandora a infligé à l'humanité, le monde sera puni de ses années d'excès, de dettes, de mensonges, de décadence et du manque de valeurs morales et éthiques. Lorsque la boîte de Pandore sera ouverte, le monde rencontrera une longue liste de problèmes.

Il y a eu des périodes de l'histoire où une économie saine fondée sur des principes sains s'est transformée en dettes massives, en impression monétaire et en guerre. Certains de ces cycles ont été de moindre ampleur et pratiquement tous à une échelle locale ou régionale. Nous avons vu de nombreux exemples d'effondrement économique dans des pays comme l'Argentine ou des régions de l'Empire romain.

Mais jamais auparavant, dans l'histoire, pratiquement tous les pays et toutes les régions n'ont été insolvables ou en faillite simultanément.

Chine – Ratio Dette/Pib de 833%

La dette de la Chine a augmenté de façon exponentielle au cours de ce siècle, passant de 2 000 milliards \$ à 40 000 milliards \$. Comme la plupart des pays basés sur la dette, la Chine doit augmenter sa dette à des taux toujours plus élevés pour accroître son PIB. Depuis 2009, la dette chinoise a augmenté trois fois plus vite que le PIB. Le ratio dette publique/PIB de la Chine est estimé à environ 300%. Mais si l'on se base sur les chiffres du Conseil de stabilité financière (FSB), le résultat est très différent. Tous les actifs financiers sont inclus dans leurs calculs. Sur cette mesure, le ratio de la dette chinoise sur PIB s'élève à 833 %. Un chiffre stupéfiant.

Royaume-uni – Ratio Dette/Pib de 1008%

Mais la Chine n'est pas le pire. En utilisant cette même mesure, le Royaume-Uni, qui est le plus grand centre financier du monde, a un ratio dette/PIB de 1008%. De nombreux pays industrialisés dépassent les 400% comme le montre le tableau ci-dessous. La Suisse, dont le système bancaire est trop grand pour le pays, serait également en tête de liste.

FSB Data with 2016 Estimates for All Chinese Financial System

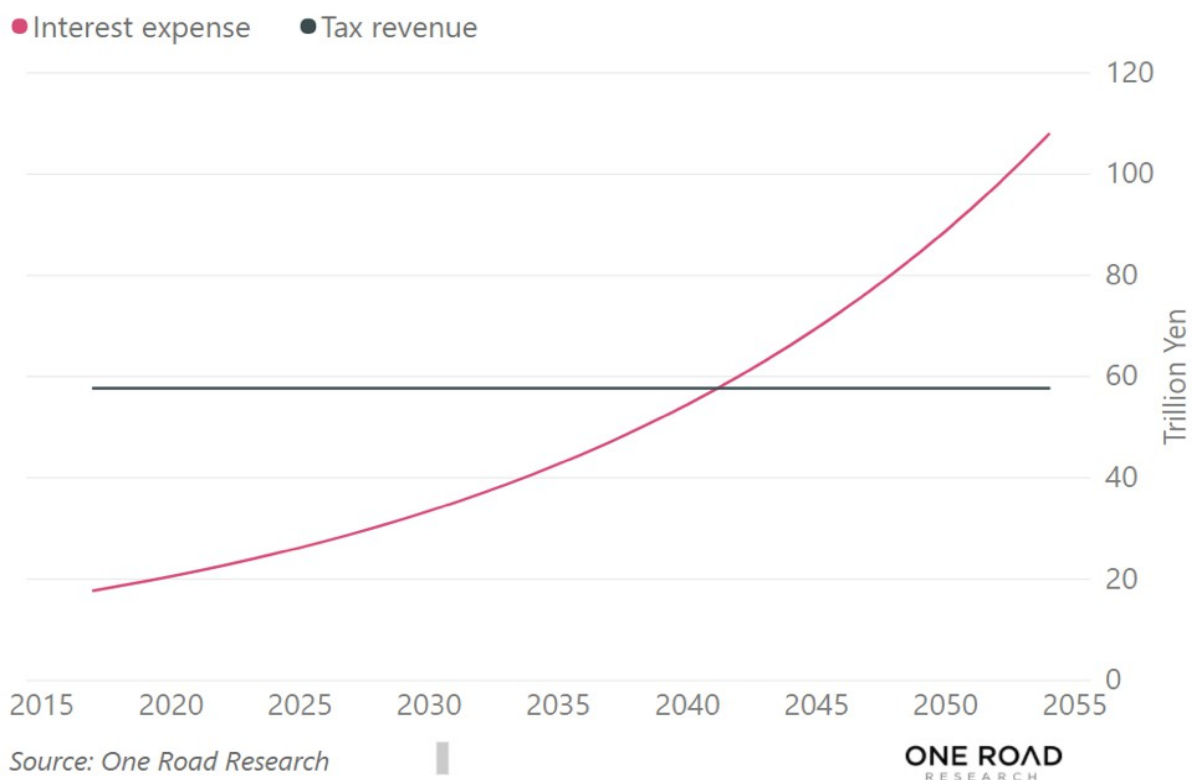
Assets

<u>Rank</u>	<u>Country</u>	<u>Financial Asset to GDP</u>
1	United Kingdom	1008%
2	China	833%
3	Japan	657%
4	France	619%
5	Canada	569%
6	US	477%
7	EU	473%
8	Germany	452%
9	South Korea	400%
10	Italy	392%
11	Brazil	211%
12	Russia	152%
13	India	149%
14	Turkey	123%
15	Mexico	116%
16	Indonesia	85%

L'économie japonaise va sombrer dans le pacifique

Le Japon est troisième sur la liste, avec un ratio dette/PIB de 657%, incluant les actifs financiers. L'économie japonaise est en faillite totale et sombrera dans le Pacifique. Le pays survivra bien sûr, mais pas l'économie. La dette nationale du Japon s'élève à 1.013 *quadrillions* de yens (10 000 milliards \$), soit 250% du PIB. Actuellement, le coût des intérêts de cette dette est de 1.1% et absorbe 20% des recettes fiscales. **Si les taux japonais montent jusqu'à 5%, ce qui est très probable, le coût des intérêts représenterait 100% des recettes fiscales. Mais même si les taux d'intérêt restaient à 1.1%, le coût des intérêts équivaldrait à 100% des recettes fiscales d'ici 2041.**

Japan Tax Revenue v.s Interest Expense



Un autre problème majeur pour le Japon est le vieillissement et la baisse de sa population. D'ici à 2065, la population devrait diminuer d'un tiers, en passant de 127 à 88 millions d'habitants. De plus, en 2065, 40% de la population aura 65 ans et plus, contre 10% pour les moins de 14 ans. Mais les problèmes n'attendront pas jusqu'en 2065. **En raison de la dette et des déficits massifs du Japon, il est probable qu'une crise économique et monétaire frappe dans les 2 à 5 prochaines années.**

L'UE – Un désastre à venir

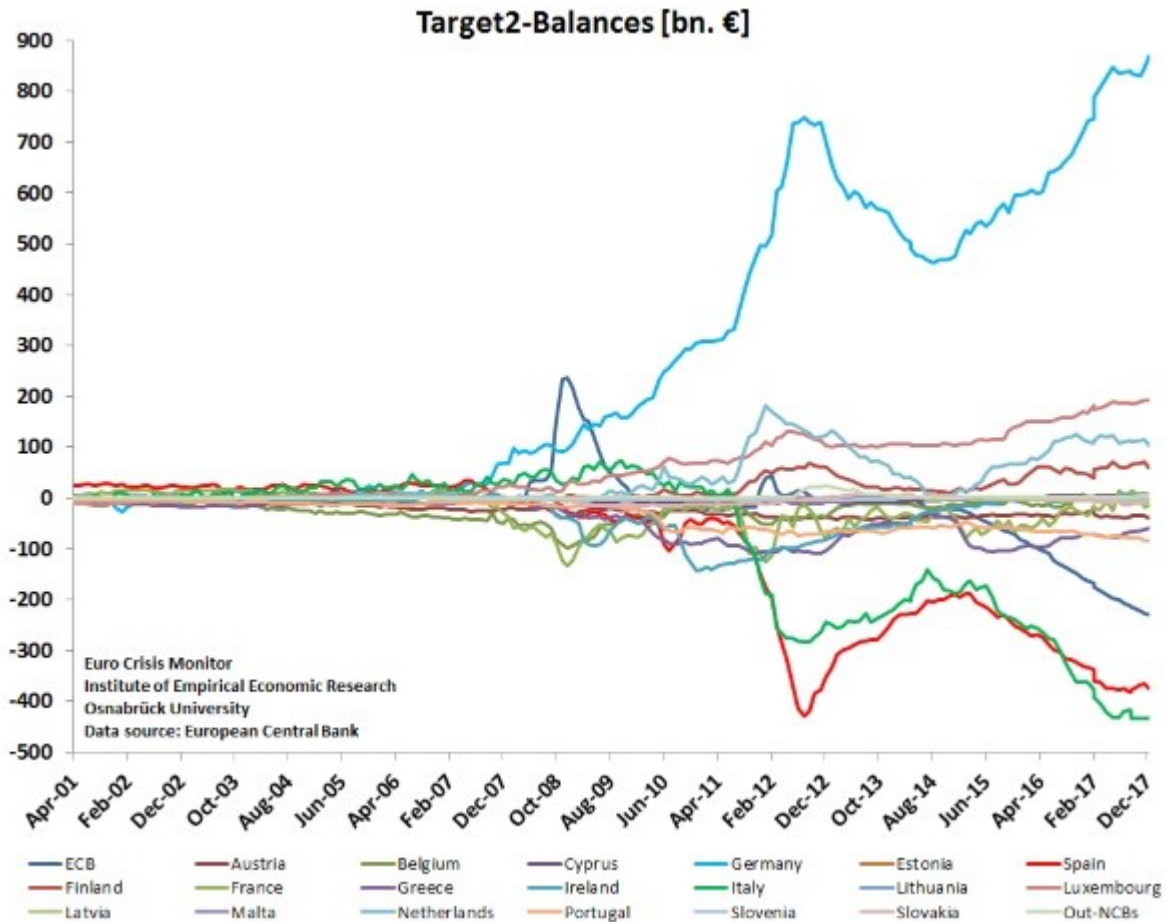
L'élite bruxelloise non élue et irresponsable fait tout ce qu'elle peut pour dissimuler les problèmes de la zone euro. Passer d'une union douanière à une union politique et économique a été un désastre pour une grande partie de l'Europe.

Lien: [Doug Casey: l'effondrement de l'Union européenne est « imminent »](#)

Les citoyens britanniques ont décidé qu'ils ne voulaient pas que cette élite établissent la plupart des lois et règlements du Royaume-Uni. Bruxelles utilise toutes les astuces pour stopper le Brexit par des menaces, du chantage, etc. Le Royaume-Uni n'est pas le seul pays à en avoir assez d'être gouverné par Bruxelles. La Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont des difficultés à vivre sous domination étrangère.

Les inégalités dans la zone euro sont dues à la monnaie unique pour tous. La Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal ne peuvent pas survivre avec une monnaie beaucoup trop forte alors que l'Allemagne prospère en raison de la faiblesse de l'euro, de son point de vue.

Les soldes Target 2 disent tout. Il s'agit du système de règlement entre les pays de la zone euro. Comme le montre le graphique ci-dessous, l'Allemagne doit près de 900 milliards €, principalement aux pays méditerranéens mais aussi à la BCE. L'Italie est le pire coupable et doit 433 milliards €, l'Espagne arrivant en deuxième position avec 374 milliards €. Ces deux pays vont, à eux seuls, mettre le système financier européen à genoux, mais aussi la Grèce, le Portugal, l'Irlande, la France, etc. L'Allemagne semble solide, mais sa plus grande institution financière, la Deutsche Bank, a une exposition bilancielle et une position ouverte sur produits dérivés qui ne provoqueront pas seulement la disparition de l'Allemagne et de la BCE, mais aussi du système financier européen.



Nous pourrions continuer pays après pays et constater que chacun d'entre-eux, presque sans exception, est dans un état déplorable. Dans mon [article de la semaine dernière](#), j'ai évoqué la dette des États-Unis qui devrait doubler pour atteindre 40 000 milliards \$ d'ici 2028.

Obligations de pacotilles des marchés émergents

La dette « pourrie » des marchés émergents a bondi de 50% en 2017, avec près de 80 milliards \$ d'émissions. Les obligations souveraines à haut rendement des marchés émergents ont maintenant un rendement supérieur à celui des obligations américaines équivalentes.



C'est là que réside le nœud du système financier et de l'économie mondiale. Nous vivons dans un monde qui ne peut survivre qu'avec des dettes de plus en plus importantes. Le monde a depuis longtemps dépassé le stade où l'économie réelle croît sans stimulation financière. Quel que soit le pays, le résultat est le même. Prenez les États-Unis, la dette a presque quadruplé depuis 2000 et le PIB n'a même pas doublé.

Le monde a besoin d'un stimulant continu sous la forme d'une injection de monnaie imprimée et de crédit pour survivre. C'est pourquoi la dette croît de façon exponentielle alors que le PIB réel ne progresse pas du tout. Depuis le début de la dernière crise financière en 2006, le PIB mondial a augmenté de 26% tandis que la dette mondiale a doublé et se situe actuellement aux alentours de 240 000 milliards \$, auxquels s'ajoutent 1 3/4 quadrillion \$ en produits dérivés et passifs non financés.

Le cycle s'est inversé – Inflation et taux élevés à venir

Comment peut-on croire qu'un monde malade, fondé sur l'endettement, pourra supporter la réduction des mesures de relance que la Fed et la BCE ont commencé à mettre en place ? En plus de cela, les taux d'intérêt ont maintenant atteint leur point le plus bas et des **taux plus élevés vont frapper un monde endetté qui ne peut même pas supporter des taux zéro ou négatifs**. Le cycle s'est inversé et l'inflation, combinée avec des taux plus élevés, est la prochaine étape. Les gouvernements ou les banques centrales ne peuvent rien y faire. **L'effondrement des devises et des marchés obligataires causeront une inflation massive et des taux aux alentours de 10-20%. Les gouvernements seront impuissants. La seule chose qu'ils peuvent faire est d'appliquer la solution keynésienne inefficace qui repose sur plus de crédit et d'impression monétaire.**

Il est évident qu'un monde en crise d'endettement ne peut pas être guéri par le même médicament qui l'a contaminé. Plus de dettes et de monnaie imprimée ne feront qu'aggraver le problème. **L'expansion excessive de la dette n'a jamais créé une véritable prospérité pour le monde entier.** Une minuscule minorité en a bénéficié, mais la plupart de leurs gains disparaîtront après avoir traversé la plus grande destruction de richesse de l'histoire.

Rien n'est sain dans le système financier

Rien n'est sain dans notre système financier actuel. Pratiquement toutes les nations souveraines sont en faillite. Ajoutez à cela les retraites, la sécurité sociale, les frais médicaux et autres passifs non capitalisés. Il n'y aura plus d'argent pour tout cela. Les recettes fiscales vont s'effondrer et il n'y aura pas ou très peu d'argent pour payer les dépenses publiques, qu'il s'agisse des écoles, des hôpitaux, de la défense, des routes, des transports, etc.

La plupart des problèmes de dettes, de déficits des banques insolubles et des pays souverains sont connus par ceux qui s'y intéressent, mais les gouvernements et les banques centrales ont décidé de faire les autruches en espérant que les problèmes disparaîtront.

La boîte de Pandore contient plus que le monde ne peut supporter

Lorsque la boîte de Pandore s'ouvrira, complètement cette fois-ci, d'autres problèmes méconnus surgiront. Parce que dans un monde basé sur la dette et l'argent imprimé, de nombreuses falsifications, fraudes et mauvaises nouvelles cachées apparaîtront. Nous découvrirons que les gouvernements nous ont menti dans plusieurs domaines, des finances à la politique. Les banques et les banques centrales cachent toutes les mauvaises nouvelles, comme un trader frauduleux qui espère se refaire sur sa prochaine position. Il en va de même pour les grandes entreprises. J'ai déjà connu plusieurs récessions, surtout dans les années 1970. Mais le problème est tellement plus grave cette fois-ci que les conséquences seront désastreuses.

Lien: [d'ici peu, les banques centrales vont paniquer et commencer à imprimer plus de monnaie que jamais](#)

Les banques centrales répondront avec le seul remède qu'elles connaissent. Elles vont imprimer des quantités illimitées de monnaie, créant une hyperinflation pendant une courte période. Mais l'impression monétaire ne fera qu'exacerber le problème. Annuler toutes les dettes comme beaucoup de gens le proposent n'est certainement pas une panacée. Si c'était si facile, pourquoi ne continuons-nous pas à emprunter, à imprimer et à effacer les dettes pour créer l'ultime *Shangri-La* ?

Pour une raison simple – CELA NE FONCTIONNE PAS ! Si toute la dette est radiée, alors les actifs soutenus par cette dette verront leur valeur imploser. Nous assisterions à une destruction de richesse d'une ampleur jamais vue auparavant. La plupart des actifs financiers disparaîtront ou perdront 90-95% de leur valeur. **Les dettes ne seront probablement pas effacées mais imploseront en valeur vu qu'elles ne seront jamais remboursées. La conséquence sera la même : une implosion déflationniste de la dette et des actifs.**

Le meilleur moyen de se protéger est de posséder de l'or et de l'argent physique et pour ceux qui le peuvent, des terres productives (sans endettement). Certains titres axés sur les ressources naturelles vont considérablement monter, mais rappelez-vous qu'ils sont beaucoup plus spéculatifs car détenus dans le système financier et exposés à de nombreux risques.

L'or haut – Une épée à double tranchant

Certains investisseurs qui ont acheté de l'or et de l'argent au plus haut en 2011-12 pourraient être impatients. Mais s'ils réalisent qu'ils détiennent la meilleure assurance contre les

problèmes contenus dans la boîte de Pandore, ils devraient être extrêmement satisfaits. **L'or et l'argent atteindront des niveaux inimaginables aujourd'hui. Mais c'est une épée à double tranchant. Parce que lorsque les métaux précieux atteindront ces niveaux, le monde sera beaucoup moins agréable qu'aujourd'hui. Le mieux est donc de simplement profiter du présent, en sachant qu'avec l'or et l'argent, vous êtes protégés financièrement contre le monde qui se profile.**

Source: [goldbroker](#)

« Jerome Powell de la FED continuera à relever les taux d'intérêt !! »

par Charles Sannat | 28 Fév 2018



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Bon, comme vous l'avez compris, et comme j'ai pu vous l'expliquer en long en large et presque en travers dans [l'édito d'hier intitulé la nouvelle vague](#), la prochaine crise a de fortes chances d'être causée par la montée des taux aux États-Unis, comme à chaque fois.

En 2007/2008, on a expliqué que c'était la crise des « subprimes » mais en réalité les « subprimes », qui étaient ces crédits à risque proposés aux ménages fragiles américains, n'ont connu des défauts de remboursement massifs que parce que les taux d'intérêt avaient été augmentés massivement par la FED (la Banque centrale américaine) et que tous ces emprunteurs l'étaient à taux... variables.

Les taux d'intérêts, c'est-à-dire le prix de l'argent, guident l'économie et c'est normal. Le prix de l'argent, le coût de l'argent, est évidemment le prix des prix, le prix maître qui décide de tout. Les agents économiques décident d'acheter, d'investir, de placer, en fonction du prix de l'argent, donc des taux d'intérêt.

Jerome Powell vient de parler !

C'était sa première intervention devant le Congrès depuis sa nomination à la FED par Donald Trump.

« Le président de la Banque centrale américaine Jerome Powell a dressé un tableau optimiste de l'économie des États-Unis et confirmé mardi que la FED allait poursuivre ses hausses de taux graduelles. »

Pour le gouverneur Powell, nous avons une « croissance économique forte » dopée par « une politique budgétaire devenue plus stimulante ».

Du coup, l'inflation devrait "monter" et les salaires, "accélérer aussi".

Pour Powell, « la récente volatilité des marchés » (comprenez par là le mini-krach qui a eu lieu et qui résonne comme un premier grand coup de semonce) « n'a pas altéré la bonne orientation des conditions financières ».

Powell décrit une économie américaine qui nagerait dans le bonheur, et une économie mondiale baignant dans un océan de prospérité.

« Le solide marché de l'emploi devrait continuer à soutenir la croissance des revenus et dépenses des consommateurs, une solide expansion chez nos partenaires commerciaux devrait faire croître les exportations américaines et le bon moral des entreprises va continuer à doper les investissements. »

Pour le moment, « ils » y vont au krach, ils le veulent et rien ne semble les détourner de cet objectif. Le fait de maîtriser l'inflation n'étant qu'une excuse. Les propos de Powell ne nous auront donc pas appris grand-chose mais une chose importante : il continue la politique de remontée des taux initiée par Janet Yellen et annoncée par Ben Bernanke. Il n'est pas illogique de mettre fin à une politique monétaire de taux zéro. Il est nettement plus illogique de croire que tout se passera bien.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Pour Trump, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) « c'est une catastrophe ! »

C'est avec une forme de plaisir non dissimulé que je viens de prendre connaissance des derniers propos "trumpesques". La bien-pensance habituelle se chargera de dénoncer les outrances d'un président totalement "fou" ou "incontrôlable" au choix, mais ce qu'il vient de dire est très important et totalement vrai.

C'est cette mondialisation qui explique en grande partie la crise et le déclassement d'une grande majorité de nos populations occidentales, victimes du plus grand transfert de richesse jamais effectué et sans que leur avis n'ait été demandé préalablement – et quand il le fut, cela fut ignoré.

Alors oui l'OMC est une catastrophe qui implique, comme nous venons de le voir, des fromages et camemberts russes ou du champagne chilien.

Oui « Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes » comme disait Bossuet.

Alors pleurez, couinez, tant que vous voudrez plus d'Europe, plus de mondialisation, et moins de droits de douanes en pleurant sur les avantages "à qui", que "qui" n'a plus, vous n'aurez droit qu'à moins de droits, moins d'avantages, moins de protections sociales, plus d'impôts et au bout du compte, une baisse de votre niveau de vie.

« Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes. »

Charles SANNAT

La Fed, la BCE et les autres. Vers la mort de Goldilock.

Texte important.

Editorial de Bruno Bertez 27 février 2018

Nous produisons régulièrement une synthèse, un survol de la situation monétaire, financière et économique. Ce survol prend pour point de départ la crise de 2007/2008 et les mesures non conventionnelles qui ont été prises pour y faire face.

Bien entendu dans un souci de cohérence et de crédibilité nos synthèses prennent place dans le cadre analytique plus vaste qui est le notre, le cadre de la financiarisation et de son symptôme le plus évident: la croissance des endettements, la baisse continue des taux d'intérêt et les assurances données gratuitement par les banques centrales aux institutions financières, par ce que l'on appelle, le PUT.

Précisons que ces assurances constituent une prise en charge du risque privé par les banques centrales, on rejette le risque hors du système privé, ce qui permet à celui-ci de prendre plus de risque puisque les agents économiques ne le paient pas. C'est une sorte de subvention au capital et à la fortune.

C'est en ceci que la question de la volatilité, de son absence, du niveau VIX est totalement partie intégrante de la gestion non conventionnelle des banques centrales. Et c'est à la lueur de cette affirmation que vous devez interpréter la bouffée de risque qui est montée sur les marchés il y a quelques semaines.

Comprenez bien la séquence de ce que l'on appelle la normalisation, le retrait des politiques monétaires non conventionnelles:

- guidance depuis 2013, on prévient, attention on va procéder au Taper

- pas de bébés hésitants, téléphonés qui tentent d'enclencher un petit mouvement de hausse des taux

- contraction du bilan des banques centrales qui peut se traduire par une baisse de la liquidité globale si le monde se met en risk-off

- retrait des assurances données afin de réintroduire un peu de risque sur les marchés, de stopper la montée des euphories et calmer les animal spirits, le tout afin de contrôler les risques qui peuvent mettre en danger la stabilité financière.

Nous sommes dans cette séquence, certaines banques centrales sont plus avancées que d'autres, certaines encore hésitantes comme la japonaise ou erratiques comme la chinoise, mais le sens est là; les conditions financières sont censées se resserrer doucement, graduellement; mais pour cela il faut éviter le jeu des anticipations, les ruptures, les chocs. Il faut que le mouvement, que les mouvements soient réversibles, tout le secret est là, quand on baisse trop il faut vite remonter et quand on remonte trop il faut vite calmer. C'est un pilotage par le doigté.

C'est ce que nous décrivons depuis de nombreuses semaines comme les manoeuvres d'approche pour préparer l'atterrissage en douceur, sans grabuge.

Il a failli y avoir du grabuge ces dernières semaines.

Nous vous rappelons que le « put » s'analyse comme la promesse que jamais les autorités ne laisseront les conditions financières se contracter, toujours on restera dans l'aisance ou encore dans le Risk-on. Les banques centrales ont promis le maintien du paradigme du risk-on/risk-off comme schéma d'explication et de fonctionnement de la finance et de la monnaie. Ceci signifie en clair que l'on prétend que l'on peut toujours gérer ce que Greenspan appelle les

« animal spirits ». Bref on a promis de s'arquer contre toute tendance qui remettrait au premier rang la préférence pour la liquidité. Etant entendu que cette préférence pour la liquidité dans le monde moderne peut prendre la forme de la préférence pour les fonds d'état, qui sont des liquidités sans risque. C'est à dire que l'on doit gérer la demande pour les fonds d'état, éviter la ruée sur le risk-off. Gérer les fonds d'état c'est tenter de gérer les taux longs, les taux de marché. Vous voyez, tout se tient organiquement.

L'enjeu de la politique concertée des banques centrales c'est la bascule, l'équilibre entre la préférence pour la monnaie et la quasi monnaie et la préférence pour les biens et services réels. L'inflation dont on nous parle souvent n'est rien d'autre que le fait que la préférence bascule c'est à dire que les agents économiques commencent à préférer les biens et services réels aux actifs monétaires et quasi monétaires. La vitesse de rotation/circulation de la monnaie accélère.

Nous sommes dans cette phase, tous les indicateurs convergent, nous sommes dans cette phase critique où les équilibres décrits ci-dessus, les préférences sont en train de se modifier. L'inflation redevient possible. L'échelle de perroquet pourrait peut-être se construire.

Si on étudie comme nous l'avons fait les derniers textes de la Fed et de la BCE, on s'aperçoit que les deux institutions sont d'accord sur ce diagnostic; nous sommes bien au point critique. Il y a consensus et convergence sur ce point.

Les deux banques centrales sont optimistes au plan économique, elles affirment toutes deux que les perspectives sont bonnes, que la croissance est synchronisée et que peut-être on va sortir du patageage, de la croissance durablement ralentie sans inflation, de ce que certains appelaient le New Normal. Selon elles on serait peut-être en train de sortir du marasme et la croissance deviendrait plus vertueuse, plus auto-entretenu, elle serait comme ils disent aussi plus inclusive

La Fed: *Members of the Federal Open Market Committee have revised upward their growth expectations, citing “accommodative financial conditions, the recently enacted tax legislation, and an improved global economic outlook.” These drive “gains in household and business spending” that, in turn, indicate “substantial underlying economic momentum.”*

La Fed décrit bien ce que l'on voit et l'enchaînement qui permet d'être optimiste sur le momentum économique.

La BCE : *Like the FOMC, the Governing Council of the ECB welcomed improved economic prospects in its policy discussions last month. It assessed the economic expansion as “robust and broad-based.” As in the U.S., growth is being driven by both private consumption and business investment. And like its U.S. counterpart, the ECB believes the resulting growth outcome could be running above its estimate of potential.*

La BCE partage entièrement l'analyse de la Fed et produit les mêmes conclusions, la croissance est robuste et elle a une assise large, avec un effet positif sur les dépenses d'équipement.

Les deux institutions partagent le même constat et les mêmes questions, elles s'interrogent sur le marché du travail, sur la validité de la courbe de Phillips, mais dans les deux cas elles se rallient à la thèse que les anomalies sont passagères. Les salaires vont finir par frémir et avec eux, l'inflation aussi. Donc on va finir un jour ou l'autre par atteindre l'objectif d'inflation des 2%.

Ce qui signifie, puisque les décisions de politique monétaire sont longues à se transmettre dans le système réel, qu'il faut dès maintenant prendre les mesures de retrait des stimulus. Nous sommes bien comme nous le prétendons dans les lignes ci dessus dans la phase critique, il faut agir. Agir avec plus ou moins de patience ou de précipitation bien sûr.

Nous vous avons sans cesse répété que les banquiers centraux sont des illusionnistes. Ils font partie d'un système qui est ainsi conçu: les élites, les dominants ne mentent pas, elles disent des vérités, mais pas celles qui importent, elles détournent l'attention; elles font regarder ailleurs. Ici elles font regarder vers ce que l'on voit, vers l'évidence, la croissance, vers ce que l'on voit, la situation du marché du travail, mais surtout pas vers ce que l'on ne voit pas, c'est à dire l'origine de tout cela, le coût, le passif, le prix à payer.

Pour obtenir tout cela il a fallu faire des promesses, des promesses dont a reporté le coût et la couverture, bref il a fallu faire des promesses qui sont « embedded », enracinées, incluses dans les cours de Bourse... par le biais du crédit. Il a fallu créer un pouvoir d'achat par l'effet de richesse, solvabilisé, mobilisé, financé par le crédit ! Et tout ceci laisse des traces, tout ceci est dans les bilans, et tout ceci est concrétisé dans les indices Boursiers des actions et la capitalisation de la masse colossale de bonds, d'obligations , et de crédit qui constitue le passif mondial.

Ils, les banquiers centraux, vous font regarder du côté de l'évidence, du côté de la croissance alors que eux, leur problème n'est pas là, il est de l'autre côté, celui que l'on ne voit pas, le prix à payer!

Leur problème est: comment gérer la suppression des dopages, le retrait des béquilles. avec une question lancinante à laquelle personne n'a de réponse: est-ce que les phénomènes dont nous avons bénéficié à la montée sont réversibles, est que ce qui s'est passé pendant les politiques non conventionnelles va se défaire quand on va les supprimer. Bref que faire de la hausse colossale de la masse des promesses qui sont enracinées, anticipées dans les marchés boursiers?

A cette question qui est la seule importante , ils, les Yellen, Powell et Draghi, ne répondent pas , tout simplement parce qu'ils n'ont pas de réponse, il n'y en a pas! Sauf à croire aux miracles, c'est à dire que les causes cessent d'être reliées aux effets.

La Fed en incidente signale que les valorisations boursières semblent bien être assez élevées. Et c'est tout pour cet aspect. Elle complète et signalant, pour l'écarter d'un revers de la main que l'usage accru des dettes a été notable! Elle l'écarter d'un revers de la main cynique en disant que cet accroissement des dettes a été le fait des entreprises, mais pas le fait du système bancaire , sous entendu que si ce n'est pas le système bancaire, alors on s'en fiche.

Du côté de la BCE, c'est encore plus net, on ne parle absolument pas , même en incidente de la valorisation élevée des assets financiers! Et encore moins de l'aberration que constituent les valorisations relatives des dettes des pays déséquilibrés (pays du sud) par rapport aux valorisations des dettes des pays sains (pays du nord) .

Si vous nous avez suivi, vous comprenez que le risque est devant nous et non pas derrière et que les Yellen et Draghi ont beaucoup de chance de partir maintenant car ce sera à leurs successeurs de faire face à ce risque. Malheureusement, vous, vous êtes toujours là et vous, vous devrez les assumer.

Vous comprenez mieux maintenant je l'espère que la bouffée de volatilité qui a saisi les marchés il y a quelques semaines n'était pas un accident, c'est un avertissement, c'est une manifestation des mouvements souterrains, des plaques tectoniques qui bougent sous la surface des apparences. La crise du VIX affirmons nous est surdéterminée, elle s'inscrit dans le cadre de la phase critique que nous avons tenté de vous faire toucher du doigt. Elle est un canari dans la mine mais aussi une répétition, un drill, comme on dit dans le domaine militaire.

Dans une sortie peu conventionnelle, Draghi a balancé un nouvel élément dans cette situation de phase critique; il a stigmatisé la politique de l'équipe Trump qui s'écarte des pratiques de l'establishment en matière de changes. Draghi a condamné la volonté de faire baisser le dollar, il a déploré la hausse de l'euro: il a regretté que l'administration américaine ait contrevenu aux règles des discours sur les changes "the agreed G7 and G20 exchange rate language, which entailed the commitment to market-determined exchange rates and refraining from targeting them for competitive purposes."

Draghi met le doigt sur un autre problème qui est celui de la concertation globale; la phase critique va devenir encore plus critique si les Etats-Unis font cavalier seul et visent les changes afin de s'octroyer des avantages compétitifs.

Les remarques de Draghi mettent le doigt sur l'une des difficultés de gestion de la phase critique: le calendrier des normalisations. Que va-t-il se passer si c'est chacun pour soi, si les banques centrales gèrent de façon chaotique leur mouvement de contraction monétaire? On voit ici que loin d'être dans le meilleur des mondes, celui de Goldilock en fait nous sommes dans le pire des mondes, celui de la croissance synchronisée, synchronie qui oblige aux mêmes politiques simultanément alors que l'optimum, celui du moindre risque serait une gestion concertée, séquentielle.

Jerome Powell le Cruel vs Mario Draghi le gentil ?

Rédigé le 28 février 2018 par [Simone Wapler](#)

Aux Etats-Unis, les marchés n'apprécient pas les intentions de Jerome Powell. En Europe, l'Italie continue à profiter des taux bas de Mario Draghi.

Jerome Powell a été très méchant avec M. le Marché hier. Il a indiqué qu'il continuera à relever ses taux directeurs, rendant l'accès au crédit plus cher.

Du coup, M. le Marché commence à donner des signes de fébrilité, de peur de manque.

Dow Jones -1,6%

S&P 500 -1,27%

Nasdaq -1,23%

Il va être plus coûteux de s'endetter pour acheter des actions déjà très chères en espérant qu'elles deviennent plus chères encore.

En dehors des marchés cependant, ce sont les taux longs qui font la loi, ceux qui permettent aux Etats de s'endetter à bon compte.

Si les investisseurs fuient les actions et ce qu'il est convenu d'appeler le risque, ils doivent normalement aller vers les obligations et vers le refuge que constituent les obligations du

Trésor américain.

Et ça tombe bien. Car vu le programme de dépenses de Donald Trump, il va falloir trouver des acheteurs autres que la Fed pour financer le déficit et acheter des bons du Trésor.

Jerome Powell est peut-être cruel avec certains mais pas avec la main qui le nourrit et l'a mis en place : l'administration Trump.

Retour en Europe.

Là aussi, il faut des taux bas pour que les gens continuent à croire que la montagne de dettes vaut quelque chose.

Il va y avoir des élections en Italie dimanche. Le taux de chômage des jeunes est proche de 33% et la croissance économique est inférieure à la moyenne européenne. Aucun des partis en lice ne parle de dépenser moins ou de travailler plus. Comme d'habitude, étatistes de droite et de gauche ne font que promettre toujours plus de cadeaux à leurs électeurs respectifs.

Les Echos du lundi 26 février :

« Pour l'ensemble des partis, le montant total des programmes économiques s'élève à 1 000 milliards d'euros. 'Ils essaient simplement de nous berner, ils avancent des chiffres qui n'ont aucun sens', estime l'économiste Roberto Perotti, ancien conseiller du gouvernement en matière de finances publiques. »

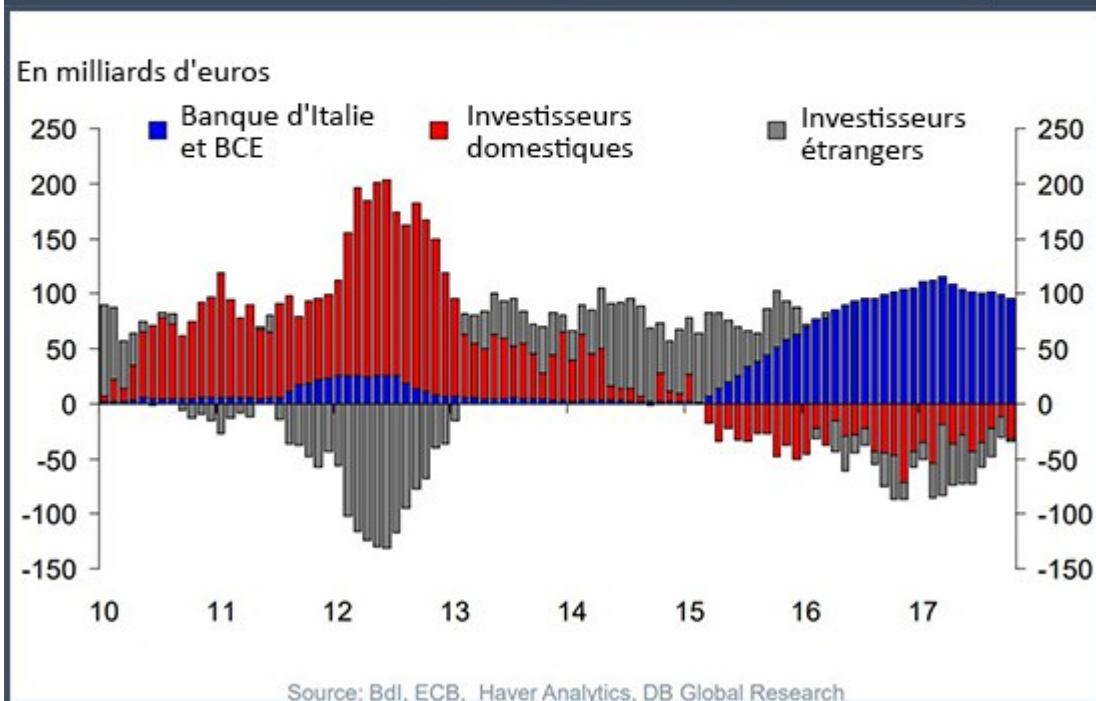
Avec ou sans 1 000 milliards d'euros de dépenses stupides en plus, l'Italie est déjà criblée de dettes. L'Etat italien est endetté à hauteur de 133% de son PIB.

Un quart des prêts non performants de la Zone euro sont en Italie. Il y en a pour 280 milliards d'euros et ils représentent plus de 15% des bilans bancaires, selon *L'Agefi Hebdo*.

Non seulement les banques italiennes sont plombées de créances véreuses mais Mario Draghi (via la Banque d'Italie) aspire les obligations souveraines de l'Italie dont personne ne veut : ni les Italiens, ni les investisseurs étrangers qui s'en débarrassent à tour de bras.

Acheteurs d'obligations souveraines italiennes

LCA



Vous savez, cher lecteur fidèle et attentif, que nous vous rebattons les oreilles de [Target2 : le système qui comptabilise les impayés au niveau européen](#). Là encore, en première position (talonnée par l'Espagne) on retrouve l'Italie avec plus de 400 milliards d'euros de créances douteuses.

Mais grâce aux manoeuvres du gentil Mario Draghi, les taux longs en Italie ont à peine bougé.

Depuis la mise en place de l'euro, les gouvernements italiens peuvent s'endetter pour rien. Avec le « tout ce qu'il faudra » de Mario Draghi, c'est même moins de 2% !



Non è bella, la vita ?

Elle est pas belle la vie ?

Les Allemands sont encore politiquement paralysés, on peut dépenser 1 000 milliards de dollars en empruntant à 2%, presque personne ne comprend rien à Target2...

Il y a un petit problème malgré tout. Mario Draghi le gentil a prévu de réduire ses achats obligataires. En plus, il va partir à l'automne et les vilains Teutons pourraient se réveiller et grogner à propos de Target2.

Si les taux longs montaient, la vie serait subitement beaucoup moins belle. Pour tout le monde : l'Italie, l'Espagne, la France...

Payer ne serait-ce que les intérêts sur les milliers de milliards d'euros deviendrait impossible. Les gens dénonceraient « l'austérité », les rues se rempliraient de mécontents. Ils crieraient « Mario, président ! ».

Le retour de la crise de l'euro est pour bientôt et ne doutez pas qu'une partie des 4 765 milliards d'euros du patrimoine financier des Français sera sollicité.

Marchés financiers : Incroyable alignement des planètes.

Par [Charles Gave](#) 26 février, 2018

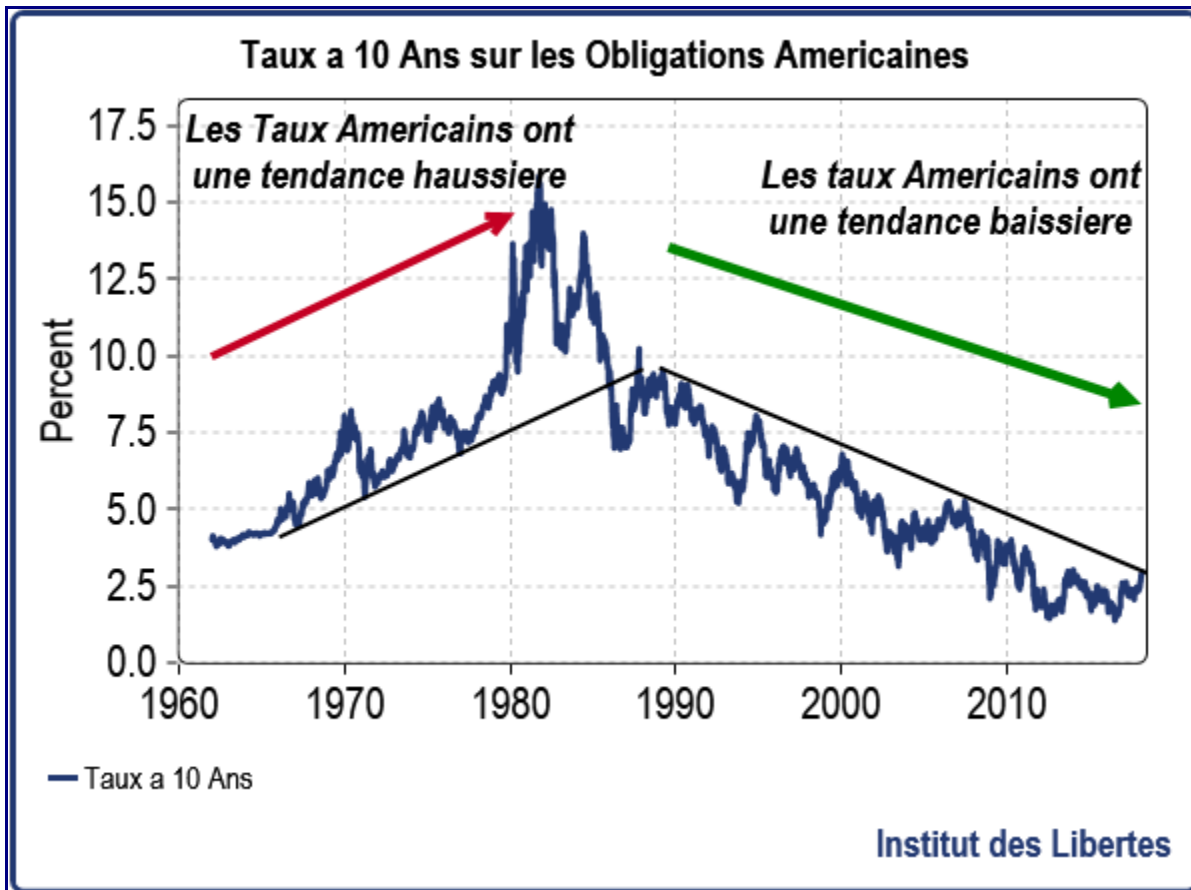
S'il y a quelque chose à laquelle les marchés financiers prêtent énormément d'attention, c'est bien la « tendance ». « Comme le disent les anglo-saxons « the trend is your friend », la tendance est votre amie ».

Et comme d'habitude, ce qui m'intéresse c'est le long terme

Prenons un exemple, les taux longs à 10 ans sur les obligations américaines. De 1960 au début des années 80, la tendance des taux était haussière. Depuis, elle a été baissière.

De 1960 à 1985, chaque plus bas cyclique était plus haut que le plus bas précédent et ces bas étaient parfaitement alignés, ce qui permettait de définir la tendance haussière

Changement de décor, depuis 1985 tous les plus hauts cycliques sont plus bas que le plus haut précédent et tous ces plus hauts sont parfaitement alignés également, ce qui trace parfaitement la tendance baissière.



Aujourd'hui, nous sommes **juste** sur la tendance baissière et donc, toute hausse des taux longs aux USA à partir des niveaux actuels impliquerait que nous sommes sortis de la tendance baissière qui a marqué les trente dernières années et ce serait un énorme changement, tant il est vrai que les taux longs aux USA sont aussi les taux directeurs pour le monde entier puisque le dollar est encore et toujours la monnaie de réserve du monde.

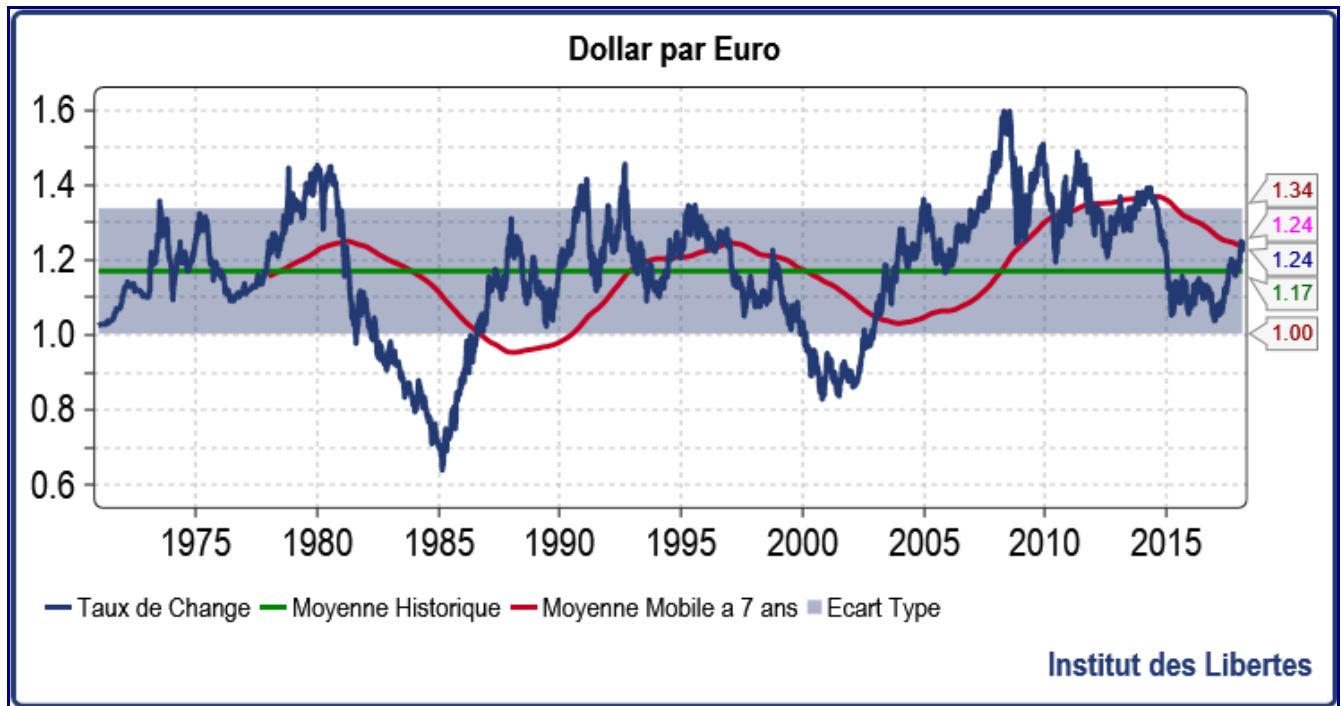
Pour faire simple : Gérer de l'argent dans les trente dernières années était assez facile, si on prenait comme hypothèse de travail que les taux baissaient structurellement, ce qui était mon cas.

Voilà une certitude qui risque de disparaître si les taux continuent à monter...

Mais si ce qu'il y a d'extraordinaire est que plusieurs autres variables presque aussi importantes sont dans une situation technique toute aussi critique.

Prenons le taux de change du dollar par rapport à l'euro, qui est sans doute le taux de

change le plus important au monde.



Nous sommes à nouveau juste sur la tendance. La question cette fois ci est la suivante : Depuis 2008, le dollar était dans une tendance « haussière ».

Que l'euro passe au-dessus de 1.25 et voilà une autre certitude qui va disparaître.

Venons en à l'or.



Eh bien, et de façon extraordinaire encore une fois, l'or est en plein sur sa tendance baissière.

Si l'or se met à monter par rapport aux niveaux actuels, alors nous sommes sans doute de retour dans un marché haussier pour la relique barbare.

Et je pourrai multiplier ces exemples en prenant par exemple la performance des actions par rapport aux obligations dans le monde entier, la performance de la bourse allemande par rapport aux autres bourses européennes et que sais-je encore.

Et je dois avouer quelque chose au lecteur de l'IDL.

En 45 ans de carrière, je n'ai JAMAIS vu un tel alignement des planètes et cela ne laisse pas de m'inquiéter.

Qui plus est, je n'ai pas la moindre idée de ce qui a pu causer cette situation totalement inédite

Jamais je n'ai vu autant de variables financières à un point critique en même temps, jamais.

Mais je SAIS que des montants absolument gigantesques sont aujourd'hui gérés par des ordinateurs.

Et je suis prêt à parier que TOUS ces ordinateurs ont été programmés pour cracher des ordres de vente ou d'achat dès que les niveaux fatidiques seront franchis.

Et ils risquent d'être tous franchis en même temps.

Et donc, bien entendu, ils cracheront leurs ordres tous ensemble et nous nous trouverons dans la situation d'un bateau quand tous les passagers se précipitent du même côté : il chavire.

Nous avons déjà eu un exemple de ce genre de phénomène début Février avec les fonds de volatilité.

Je crains que cette alerte n'ait été qu'un galop d'essai.

Dans le fond, un marché a toujours été un endroit où des humains se rencontraient pour échanger des biens et des services et quand deux humains se mettaient d'accord pour échanger quelque chose, un PRIX était atteint qui satisfaisait les deux parties.

Rien de tout cela n'existe quand les ordres sont donnés par des machines.

Le système actuel est tout aussi stupide que celui qui sévissait en URSS.

On a juste remplacé des technocrates par des machines.

Je ne suis pas sûr que soit un progrès.

Jerome Powell n'a aucune chance de réussir à la tête de la FED

Article de MN Gordon, publié le 23 février 2018 sur EconomicPrism.com

Publié Par Or-Argent - Fév 27, 2018

Jerome Powell, le nouveau patron de la Federal Reserve, vient d'achever sa 3e semaine à son poste. Il a juste eu le temps d'apprendre à utiliser la machine à café, ne parlons pas de l'imprimante multifonction. Il ne sait pas encore ce qu'il faut éviter au menu du restaurant de la FED pour éviter une indigestion.

Pourtant, aux 4 coins de la planète, des tas de gens lui expliquent déjà comment il doit faire son travail. Mieux encore, on lui dit ce qui va se produire ou pas. Par exemple, le *South China Morning Post* a écrit récemment :

« Le président Trump a peut-être fait une fleur à Janet Yellen en ne lui offrant pas un second mandat en tant que présidente de la FED. Son successeur, Jerome Powell, pourrait avoir reçu un cadeau empoisonné. La FED devra peut-être accélérer le relèvement de ses taux au risque de se voir reprocher d'être en retard alors que les marchés réagissent aux premiers signes d'une inflation en hausse. »

Lorsque Powell s'est présenté à son poste le 5 février pour son premier jour, le consensus était que la FED allait relever à 3 reprises son taux directeur en 2018, de 0,25 %. Mais alors que les prix à la consommation augmentent désormais à un rythme annuel de 2,1 %, que les salaires progressent à un rythme annuel de 2,9 % et que le Congrès vient de voter un budget très dépensier pour les 2 années à venir, certains économistes se demandent si 3 relèvements seront suffisants pour contenir l'inflation. Les scénarios à 4 relèvements, voire à 5 chez Goldman Sachs, ont commencé à apparaître.

Hélas, il s'agit du genre de vétilles que les décideurs et les analystes doivent contempler lorsqu'on est dans une économie planifiée. La vérité est que Powell ne peut pas réussir, quoi qu'il fasse. Il peut relever le taux directeur 3 fois, 4 fois ou 10 fois, il se trompera. Voici pourquoi.

Pénuries chroniques

Une économie est un écosystème complexe qui évolue constamment. Même dans une économie modérément libre, les boulangeries ne sont pas à court de pain lorsque la farine est plus rare en raison de mauvaises récoltes. Les rayons ne sont jamais totalement vides. Au lieu de cela, le prix du pain augmente et les consommateurs ajustent en conséquence leur consommation.

Les économies planifiées sont au contraire sujettes à des pénuries fréquentes, parfois intensives. Les bureaucrates, avec leurs rapports et leurs graphiques, sont incapables de décréter par un diktat le prix juste de l'essence ou d'une boule de chewing-gum. Il y a tout simplement trop de paramètres à prendre en considération.

Avec les meilleures des intentions, les planificateurs centraux tentent d'estimer au mieux les prix. Et cela finit toujours par déraiser.

En pratique, l'offre de certains biens ou matières premières est peut-être plus qu'adéquate. Mais lorsqu'une autorité impose un prix artificiellement bas, les consommateurs ont tendance à gaspiller. On les pousse à demander plus que ce dont ils ont besoin. Résultat des courses, les magasins sont toujours vides.

Les fantômes du bloc de l'Est

En ce qui concerne la détermination du prix des biens, des matières premières et des services, des prix fixes imposés par une autorité centrale débouchent toujours sur un échec retentissant. C'est prouvé par l'expérience des économies planifiées des pays de l'ancien bloc communiste durant la seconde moitié du XXe siècle.

Malheureusement, le contrôle des prix ne se limite pas aux biens, aux matières premières et au service. Les États-Unis, l'Europe et le Japon n'ont pas ménagé leurs efforts durant le début du XXIe siècle pour montrer que ces fantômes peuvent également hanter les marchés du crédit.

Ne perdez pas de vue que le crédit, comme une matière première ou un bien, est doté d'un prix. À savoir le taux d'intérêt qui s'y applique. Fixer un taux a les mêmes conséquences que fixer le prix d'un bien ou d'une matière première de façon centrale : une telle tentative est vouée à l'échec.

Même quelqu'un qui n'a que des notions très vagues d'économie comprend très bien qu'il a quelque chose qui cloche lorsque les prix de l'immobilier augmentent bien plus vite que les salaires. (...)

Le nouveau président de la FED n'a aucune chance. Bernanke et Yellen, avant lui, ont inondé l'économie de crédit bon marché. Désormais, Powell doit passer la serpillière avec ses taux plus élevés. Mais vu que l'économie américaine est désormais endettée à des niveaux records, il ne peut pas se permettre d'aller trop loin.

Powell trouvera le seuil de fracture. Mais lorsque la prochaine grande crise de la liquidité se matérialisera, il ne s'agira pas d'un échec des marchés libres. Ce sera l'échec de la planification.